La déclaration de politique générale du 8 juillet 1981

La nouvelle citoyenneté

Pierre Mauroy

Thierry Pfister Eric Perraudeau Fabrice d'Almeida

N°22 - mai 2001

Introduction Quand le social-démocrate affleure...

10 mai 1981 – 10 mai 2001. Vingt ans? Vingt ans! Vingt ans...

ingt ans, ou le temps de la mémoire. Le temps des souvenirs et des générations. La mienne – celle qui, en 1981, venais d'avoir dix-huit ans... - est la dernière à avoir grandi avec la

crainte d'une alternance impossible, ou toujours repoussée, avec l'espoir de la rupture, avec la présence, l'omniprésence même, d'une droite sûre de sa puissance, de sa légitimité, de son invincibilité. Pour toutes celles et tous ceux nés après – et qui représentent, mesurons-le, plus du quart de la population française -, le rapport de la gauche au pouvoir ne saurait plus jamais être pareil.

Vingt ans, ou le temps de l'histoire. Pour commémorer le vingtième anniversaire du 10 mai, nous n'avons pas choisi le retour sur le 10 mai - déjà si

Gilles Finchelstein Délegué général de la Fondation Jean-Jaurès

chargé, si saturé, si raturé. Nous n'avons pas opté pour la fresque générale - elle sera, n'en doutons pas, abondamment dessinée, retouchée, fignolée. Nous avons préféré partir d'un texte : la déclaration de politique générale du 8 juillet 1981 prononcée par Pierre Mauroy devant l'Assemblée nationale. Pourquoi ce texte ? Parce qu'il constitue une butte témoin. Parce qu'il symbolise un style et un programme. Parce qu'il marque une césure entre deux moments et deux époques.

Il y a déjà eu, sur cette Déclaration de politique générale, de nombreuses analyses. Politiques, bien sûr, avec l'inventaire des promesses formulées et des promesses tenues. Juridiques, aussi, avec le choix - différent par rapport à la pratique du précédent gouvernement - de faire procéder à un vote, en vertu de l'article 49-1 de la Constitution, pour sceller le nouveau pacte majoritaire et redonner sa place à l'Assemblée nationale. Lexicologiques, encore, avec cette étude comparée des discours de Raymond Barre et de Pierre Mauroy qui montre, notamment, la richesse et la complexité relative du vocabulaire du Premier ministre de l'Union de la gauche, la faible personnalisation de son discours mais aussi, plus surprenant, " les constantes, jusque dans la formulation des idées "1.

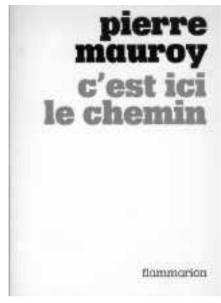
Aussi, avec cette *Note de la Fondation Jean-Jaurès*, nous avons voulu faire autre chose. D'abord, revenir aux textes. Lire, relire, le message de François Mitterrand. Lire, relire, le discours de Pierre Mauroy. Retrouver des documents oubliés – des photos, des dessins de la presse de l'époque – ou inédits – des notes préparatoires, des annotations du Premier ministre. Susciter des témoignages d'acteurs, et notamment de celui, Thierry Pfister, qui a tenu la plume du discours. Effectuer un travail d'analyse historique, avec les contributions de Eric Perraudeau et Fabrice d'Almeida. Et puis, enfin, revenir sur tous ces textes en interrogeant, vingt ans après, Pierre Mauroy.

De cette lecture, on peut ne retenir que quelques mots, quelques épisodes, quelques anecdotes, quelques formules. C'est François Mitterrand qui - peut-être pour la seule et unique fois, mais dans ce message là, dont on ne peut imaginer qu'il ne l'ai écrit avec une minutieuse attention - laisse comme échapper ce mot : le « pouvoir » judiciaire. C'est Thierry Pfister qui raconte les conditions étonnantes de préparation de ce discours : un entonnoir sans mode d'emploi ; un passage, parfois aléatoire, parfois même arbitraire, de ces cinq cents pages produites par les ministres aux soixante-quinze feuillets prononcés par le Premier ministre. C'est Eric Perraudeau qui constate que " Pierre Mauroy donna à la politique un contenu, au pouvoir un sens et aux socialistes la durée ". C'est...

On peut retenir ces quelques mots, ces quelques épisodes, ces quelques anecdotes, ces quelques formules. Mais, à la lecture de ces différents textes, il y a comme un doute qui s'insinue, comme une interrogation qui perce. Avons-nous réellement, totalement, véritablement, compris la nature de ce qui se jouait en ce début de septennat? Ne percevons-nous pas, aujourd'hui, autre chose? Un interstice. Un hiatus. Un décalage. Oui, c'est cela, un décalage : entre une image simple, presque caricaturale, de cette période et de ce discours - tels qu'ils ont été reconstruits par le travail de la mémoire mais aussi, peut-être, telle qu'ils ont commencé d'être construit par le travail de l'histoire - et une réalité plus ambivalente. 1981 marquerait un triple symbole : celui de la fusion entre l'Elysée et Matignon ; celui de l'union de la gauche ; celui d'une certaine forme de radicalité. Or, sur chacun de ces sujets, la réalité apparaît plus complexe.

La pratique institutionnelle.

n a retenu l'idée d'une pratique très traditionnelle – très gaullienne - des institutions et notamment des rapports entre l'Elysée et Matignon. On a retenu l'idée, explicitée par François Mitterrand dans son message, d'un président de la République dont " les engagements " constituent " la charte de l'action gouvernementale et législative ". On a retenu l'idée, pour faire bref, d'une sorte de fusion entre les deux têtes de l'exécutif - c'est Libération d'alors qui titre " Mauroy copie sur Mitterrand "(voir page 110).



Tout cela, évidemment, est incontestable et Eric Perrau-

deau a raison d'y insister : Pierre Mauroy a été un Premier ministre d'une fidélité absolue envers François Mitterrand et cette fidélité s'explique par un cocktail subtil où se mêlent des sentiments personnels – de respect et d'amitié – et une situation politique – les conditions de la victoire du 10 mai mais aussi les souvenirs du congrès de Metz...

Tout cela, pourtant, est insuffisant. Car, y compris en cette période exceptionnelle, une autre réalité doit être prise en compte : il y a l'Elysée et il y a Matignon. Avec,

s progrets (ver : La décentralisation

If or 6 house, he matte, Employed draw rote in chantles, is reviewe be present duty. Our Medigant of and wilds are goods got or day exactle. Done queripus house, if we see things means it is thinked on Channadda authority near polarater in dicharation in political plantals its presentant in dicharation in political plantals its presentant in the conrelation of Changles of the or manuferror on proputation dicharation in programme de proventants, considerate up in first offers despiration, where on subsolving, both dataset on altergrament in sublinear at our rathers.

Axis detent in some barrar, que j'el fini initalité el marie luqué j'ai ente cates de la copen, je travaille na tonc de mae karrycenties. Je le cela croy l'ong, trey d'ircone. Fin as sevet de discouratie, Joé estandid le mantière, forn d'une méndature retaines de Canadi de mantière, forn d'une méndature retaines de Canadi de mantière, de dismander aux membres in government de me formet des discourants. Chaque catantières duit passique, à dis molt, un discoura. Il dust mus represent, acte mantières formet des discourants des formes des reconstructes (en commente de la cardir qu'ile les termes de trainment qui siaquant de cardir qu'ile les termes de formes qu'ile seu travail de gour stes.

Pierre Mauroy, C'est ici le chemin, Flammarion, Paris, mai 1982.

ici et là, des logiques, des méthodes, des agendas qui ne sauraient être identiques. Avec un jeu obscur où coexistent la contrainte sur la partition et la liberté sur l'interprétation de la partition. Et c'est ainsi que nous découvrons que ce discours n'a non seulement pas été écrit en liaison entre l'Elysée et Matignon, mais, mieux encore, que le président de la République ne semble l'avoir découvert que devant sa télévision. D'où cette petite phrase de Pierre Mauroy révélant avoir "appris, dans l'exercice du pouvoir, comment Matignon était une passerelle de commandement "2. D'où, petit signe à valeur scientifique faible mais à valeur illustrative forte, la surprise de ce que l'on trouve à la date du 8 juilet 1981 dans le *C'est ici le chemin* de Pierre Mauroy et dans le Verbatim de Jacques Attali. D'un côté, un moment déterminant qui mobilise totalement le Premier ministre. D'un autre côté, un événement parmi tant d'autres qui, au milieu de quelques pages consacrées au compte-rendu du Conseil des ministres ou de rendez-vous – celui de François Mitterrand, avec l'état-major général de l'armée ; ceux de Jacques Attali avec Jacques Chérèque, de la CFDT, ou avec Mark Leland, sous-secrétaire au Trésor américain - occupe une ligne lapidaire : " Pierre Mauroy présente le programme de son gouvernement à l'Assemblée "3.

La stratégie politique.

On a retenu de cette période une formule politique : "l'union de la gauche ". Et, en disant " union de la gauche ", on a entendu principalement un gouvernement auquel participaient des ministres communistes. De fait, Pierre Mauroy a été le seul Premier ministre des deux septennats de François Mitterrand à compter des ministres communistes dans son Gouvernement. Mais, pour être plus précis encore, on a parfois découpé cette période en deux séquences que le tournant

de 1982-1983 délimiterait avec, en deçà, une union de la gauche resserrée et, au-delà, une union de la gauche relâchée.

Eh bien, à nouveau, ce qui apparaît à la lecture de cette *Note*, c'est une réalité plus complexe. Elle tient au fait que mai 1981 intervient après septembre 1977 – la rupture du programme commun –, mars 1978 – la défaite aux législatives avec une gauche majoritaire en voix –, septembre 1979 – le soutien du PC à l'intervention russe en Afghanistan... sans compter la tonalité, d'abord anti-socialiste, de la campagne de Georges Marchais. Ainsi, la déclaration de politique générale de Pierre Mauroy est-elle sans complaisance aucune vis-à-vis du parti communiste. On avait noté, à l'époque, la netteté des propos du Premier ministre sur la politique internationale en général – Afghanistan, Pologne – et la politique de défense en particulier – dissuasion nucléaire, menace soviétique... C'est vrai.

Mais il y a davantage ; il y a, derechef, un de ces choix dont on ne sait s'ils ont été pensés ou s'ils relèvent d'un réflexe - mais, au fond, peu importe - et qui sont lourds de signification. Le début du discours de Pierre Mauroy – peut-être la partie la plus forte, la plus écrite, la plus lyrique - commence par l'évocation de la cérémonie du Panthéon et des trois roses déposées par le nouveau président de la République : " une rose a été pour Jean Jaurès, qui, en son temps déjà, sut rassembler les socialistes et mobiliser la gauche ", " une rose a été pour Jean Moulin qui, en son temps, sur réunir toutes les composantes de notre peuple dans la lutte contre l'envahisseur ", " une rose a été pour Victor Schoelcher qui, en son temps déjà, sut faire de la France l'émancipatrice des peuples ". Or, à laquelle de ces trois roses Pierre Mauroy associe-t-il le parti communiste? A la seconde, celle de Jean Moulin et non à la première, celle de Jean Jaurès. Il faut interroger ce choix, que nul n'a relevé à l'époque. Il peut signifier quelque chose de simple : en rattachant le parti communiste à l'histoire de la France et non à l'histoi···/·· 3.

Monnieur GAUDIN, les élus de la majorité sont comme vous. Ils me représentent pas, dans ces travées, telle ou telle cabégorie professionnelle. Ils sont, comme tous les députés, des élus du peuple tout entier.

Quant su collectivisme, l'argument, avouez-le, a beaucoup servi. Et, pour na part, je ne suis pas disposé à laisser affects/longlonge cariculurer ainsi notre politique. À raub au l'aur, Miche.

Sevens clairs. Le not collectivisme a bien des significations. Il y a la matière à un large début qui n'a pas lieu d'être ici. Mais quand vous parles de "collectivisme" je ne suls pas dupe, vous parles des libertés. Comme si les socialistes falsaient courir un danger sur libertés ! C'est méconnaître totalement am histoire.

En 81 ans, les socialistes ent gouverné trois ans et six mois. Et jamais, durant leure longs séjours dans l'opposition, lis n'ent cherché à conquérir le pouvoir sutrement que par le suffrage universel.

Quand l'unité du couverent ouville français s'gab brisée, à Cours, en 1900, la ruyture s'est noticulént fuite sur le problère de la découratie et ées laboriée. Le choix qui a été fait alors, nous y source trujours rangée fidèles. El nove y restarant fidèles.

....

Original de la Réponse aux orateurs, le 9 juillet 1981

re de la gauche, Pierre Mauroy semble considérer que sa légitimité profonde puise d'abord sa source dans un acte – la participation à la Résistance – et non dans une idéologie. Et puis, pour finir sur cette relecture du fonctionnement de l'Union de la gauche en 1981, un dernier signe : les passages que Pierre Mauroy a choisi de rayer de son discours – et dont nous reproduisons deux extraits concernant le parti communiste (voir fac-similés pages 14 et 24). Sans doute ce signe là est-il plus ambivalent : d'un point de vue politique, ce qui n'a volontairement pas été prononcé est significatif ; d'un point de vue historique, ce qui a été explicitement écrit est également instructif, notamment, en l'occurrence, le rappel de ce sur quoi s'est faite la scission du congrès de Tours : la question des libertés⁴.

Dernier exemple, enfin, de ce décalage : l'orientation gouvernementale.

L'orientation gouvernementale

On a retenu du Gouvernement de Pierre Mauroy un mouvement : 1981-1982 puis 1983-1984 ; les réformes puis la gestion ; les conquêtes sociale puis la rigueur économique ; pour faire image, le socialisme radical puis le radical-socialisme. On ne peut qu'être frappé, bien sûr, du climat de dramatisation qui affleure à la lecture de ces débats : le 10 juillet, c'est Jacques Toubon qui évoque un "processus révolutionnaire ", c'est *Le Figaro*, dans un éditorial intitulé "le risque " qui dénonce "le remodelage complet de la société française ", c'est *L'Aurore* qui fustige " un discours de combat ", c'est *L'Est républicain* qui annonce : " eh bien oui ! La France sera une République socialiste ". On ne peut qu'être frappé, également, de l'ampleur des réformes annoncées . Certaines, comme les nationalisations,

semblent datées ; mais beaucoup – y compris quelques unes qui n'ont pas été évoquées au Parlement comme la $5^{\rm ème}$ semaine de congés payés, les radios libres ou les droits des femmes - sont désormais profondément ancrées et la plupart, surtout, ont été réalisées. Il est inutile d'insister sur ce point : 1981 reste étroitement associé aux réformes.

Il est possible en revanche de faire litière de cette lecture trop manichéenne qui voudrait que les réformes et la gestion se soient succédé comme deux phases distinctes.

Car, ce qui frappe, pour qui se replonge dans la presse de gauche de l'époque, c'est la profondeur des divergences dans l'interprétation de ce discours. Du côté de la gauche modérée, on se souvient peut-être du jugement - extrêmement positif -mais on en a oublié les attendus. C'est Le Matin qui écrit : " le souci évident du Premier ministre était d'apparaître responsable, volontaire et rigoureux : il faut admettre qu'il a atteint son but ". C'est Le Monde qui surenchérit, dans un éditorial titré " de la nouvelle société à la nouvelle citoyenneté " : "en écoutant Pierre Mauroy, on avait l'impression d'être moins vieux, ou plus jeune, de quelque onze ans et dix mois. Les similitudes de dessein, d'analyses, et parfois d'expression étaient, en effet, nombreuses entre les propos que tenait le premier Premier ministre de François Mitterrand et le discours que le premier Premier ministre de Georges Pompidou avait prononcé le 16 septembre 1969". A l'inverse, du côté de cette gauche radicale que représentait alors Libération, le jugement est apparemment différent - d'une cinglante et méprisante sévérité - mais à partir d'attendus au fond guère différents : le 9 juillet, " ce sera la réforme, mais une réforme modérée, limitée, précautionneuse "; " cette social-démocratie a l'intelligence de la vieillesse " et, le 10 juillet, " un jour déjà et la routine qui s'installe ", " c'était cela et ce n'était que cela ", " les démagogues nous irritaient, les pédagogues ne nous font pas rire ". En d'autres termes, et aussi surprenant que cela puisse paraître, c'est, d'un côté comme de l'autre, la modération et non la radicalité de ce texte qui est mise en avant.

Et, pour qui veut décrypter la Déclaration de politique générale, cette volonté de modération constitue, en effet, l'un des fils rouges qu'il faut aussi avoir en tête en relisant ce texte. La politique économique ? " Une démarche dans la durée qui sera conduite dans la rigueur ", " la rigueur budgétaire ", " la défense du franc que nous maintiendrons dans le système monétaire européen ". La politique salariale? Pierre Mauroy met en garde contre une "répercussion, tout au long de la hiérarchie " de l'augmentation du SMIC qui n'aboutirait " qu'à un surcroît d'inflation". L'immigration? Il est affirmé avec force que " la France sera accueillante aux exilés et fraternelle aux immigrés " mais également, un peu plus loin, que " compte tenu de la situation de l'emploi, la France n'est pas en état d'accueillir un nombre croisant de travailleurs étrangers ". Les nationalisations ? Elles sont, évidemment, annoncées et légitimées mais, aussi, limitées dans leur champ et distinguées de "l'étatisation". La liste n'est pas exhaustive. Mais ces exemples, chacun à leur manière, témoignent de la présence de deux objectifs qui se superposent dans ce discours : un objectif affiché, en majeur : fixer le cap des réformes ; et un objectif murmuré, en mineur : dessiner le cadre dans lequel doit évoluer la politique gouvernementale et, partant, les limites au-delà desquelles il convient de ne pas aller.

Au total, c'est en tout cas l'hypothèse de cette présentation, que voit-on? Non pas deux phases qui se succèdent, non pas "les réformes puis la gestion", non pas 1981-1982 puis 1983-1984, mais deux volontés qui, dès le départ, s'entremêlent, constituant un écheveau complexe; on sent, dès la déclaration de politique générale, la tension entre les

réformes et la gestion, cette tension inhérente au socialisme démocratique, cette tension dont, en définitive, seul le point moyen se modifie selon les périodes... c

¹⁾⁻ On peut trouver l'intégralité de cette analyse lexicologique sur le site de la Fondation Jean-Jaurès : www.jean-jaures.org

²⁾⁻ cf., supra, page

³⁾⁻ Verbatim, tome 1, pages 53-55, Fayard, 1983.

⁴⁾⁻ Cf supra, page



François Mitterrand sur les Champs-Elysées le 21 mai 1981. Photo : AFP.

Message au Parlement de François Mitterrand, Président de la République

8 juillet 1981

omme m'y autorise l'article
18 de la Constitution, j'adresse en ce début de législature mon salut au Parlement
et j'exprime à chacune, à chacun d'entre vous, par-

delà ses choix personnels, les vœux que je forme pour un mandat dont, pour avoir longtemps siégé dans vos enceintes, j'apprécie la grandeur mais aussi les contraintes.

Ces vœux, je les dédie aux membres de l'opposition aussi bien qu'à celles et ceux qui m'ont apporté leur concours et qui soutiennent mon action. Tous sont, à titre égal, représentants du peuple. Ensemble, ils sont l'image de la France dans sa diversité et dans son unité. La République n'appartient à personne.

Le changement que j'ai proposé au pays pendant la campagne présidentielle, que les Françaises et les Français ont approuvé, que la majorité de l'Assemblée nationale a fait sien, commande désormais nos démarches.

J'attache à cette observation d'autant plus d'importance que le rôle du Parlement, voter la loi et contrôler l'exécutif, est appelé à s'élargir non seulement parce que le fait doit rejoindre le droit mais aussi parce que j'attends des institutions, toutes les institutions, qu'elles participent à l'œuvre de redressement national.

J'ai dit à plusieurs reprises que mes engagements constituaient la charte de l'action gouvernementale. J'ajouterai, puisque le suffrage universel s'est prononcé une deuxième fois, qu'ils sont devenus la charte de votre action législative. Vous les connaissez et je n'y reviens pas. Le Gouvernement, dans les limites de ses pouvoirs, s'est déjà attaché à les réaliser. Cet après-midi, le Premier Ministre vous demandera les moyens dont dispose la représentation nationale pour que soit fidèlement exécuté le contrat qui, depuis les 10 mai et 21 juin derniers, nous lie au peuple français.

Puisque j'évoque ici la notion de contrat, je précise que s'il fallait un jour aller plus loin que les engagements pris, ce ne pourrait être qu'après que le peuple, à nouveau consulté, eut dit son dernier mot.

Au moment, en effet, où vous vous apprêtez à débattre et à décider les nombreuses réformes voulues par la majorité des Français, apparaît plus que jamais la nécessité de faire du contrat le fondement de notre démocratie.

C'est pourquoi, dans la ligne tracée par l'Assemblée élue en 1936 et par le Gouvernement Léon Blum, s'ouvre largement aujourd'hui le recours à la voie contractuelle, qu'il s'agisse de la réduction du temps de travail, de l'aménagement du temps libre, de la mise en œuvre de la solidarité nationale ou de tout autre domaine de la vie nationale. La loi, autant qu'il est possible, ne doit pas se substituer au dialogue, mais le consacrer.

Nous y réussirons d'autant mieux que nous aurons établi

un équilibre des pouvoirs conforme à la Constitution, soit en restituant aux Assemblées le rôle qui leur revient dans un régime parlementaire, soit en conférant à l'indépendance du pouvoir judiciaire, gardien des libertés individuelles, les garanties indispensables.

Mais s'il est nécessaire que l'Etat donne l'exemple d'un fonctionnement démocratique, on ne saurait oublier que la vie moderne et les aspirations des citoyens appellent à d'autres équilibres. Ainsi en est-il d'une information libre dégagée des pressions de toutes sortes qui cherchent à peser sur elle. Ainsi des droits des travailleurs dans l'entreprise, de l'organisation de la vie associative, de l'harmonie de l'homme et de la nature, et du projet de décentralisation dont vous serez saisis sans délai.

Mesdames, Messieurs les Députés,

Il va de soi que l'autre domaine où doivent se développer les relations contractuelles dont je vous ai parlé est celui de l'Europe, Europe de la Communauté, Europe partagée entre l'Est et l'Ouest, Europe à la charnière du Nord et du Sud. Si, sur le plan de la Communauté, des progrès ont été accomplis, même encore imparfaits, en matière de charbon, d'acier, d'agriculture ou de technique, il reste à construire l'espace social européen où pourront vivre mieux, autrement et ensemble les travailleurs de nos pays.

Cette grande ambition implique que les Européens, qui ne parlent pas la même langue, tiennent au moins le même discours sur la scène internationale. Il s'agit là d'une nécessité que chacun ressent et que confirmera la prochaine conférence au sommet d'Ottawa.

C'est dans ce sens que je conduirai l'action de la France ; une France ouverte sur le monde qui fonde sa sécurité à la fois sur sa propre défense, sur ses alliances et sur la libre coopération internationale. J'ai la conviction que la France relèvera le défi et vaincra le chômage et l'inflation si les Françaises et les Français se sentent étroitement associés à l'action que nous entreprenons. L'unité nationale sera d'autant plus affermie que chacun se sentira à la fois responsable et bénéficiaire de l'effort collectif demandé au pays.

M'adressant au Parlement, j'en appelle à la volonté de tous, à l'esprit de responsabilité, au civisme, à l'imagination de notre peuple qui a su faire face chaque fois qu'on lui a fait confiance aux épreuves de son Histoire.

Vive la République!

Vive la France!

François MITTERRAND

(Applaudissements prolongés sur les bancs des socialistes et des communistes)

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs & députs,

Le 10 Mai François MITTERRAND avait rendez-vous avec l'Histoire. La gauche avait, de nouveau, rendez-vous avec la République. La France et la gauche marchent désormais d'un même pas. L'élection du premier Président socialiste de la Vème République ouvre la voie du renouveau.

Les Français ont confié l'honneur d'incarner la République à celui qui incarnait le mieux la volonté de liberté et de justice de la gauche. François MITTERRAND, l'homme du rassemblement des socialistes, l'homme de l'union de toute la gauche, est devenu le garant de l'unité de tous les Français, le porteur d'une espérance immense, à la mesure de l'Histoire et de la vocation de notre pays.

En élisant, ensuite, une large majorité parlementaire conforme à la majorité présidentielle, les Français ont voulu donner au changement force de loi. Cette espérance et, plus encore, cette exigence du changement, qui est celle du peuple français, impliquent le strict respect des orientations proposées par le Président de la République. C'est la volonté de la majorité du peuple. C'est l'engagement du Président de la République. C'est l'ambition de votre Assemblée. Et c'est la charge de mon Gouvernement.

./..

Original de la première page du discours de Pierre Mauroy.

La déclaration de politique générale du Gouvernement

Discours prononcé par M. Pierre Mauroy, Premier Ministre, à l'Assemblée nationale, le 8 juillet 1981

e 10 mai, François Mitterrand avait rendez-vous avec l'Histoire. La gauche avait, de nouveau, rendez-vous avec la République. La France et la gauche marchent désormais d'un même

pas. L'élection du premier Président socialiste de la Ve République ouvre la voie du renouveau.

Les Français ont confié l'honneur d'incarner la République à celui qui incarnait le mieux la volonté de liberté et de justice de la gauche. François Mitterrand, l'homme du rassemblement des socialistes, l'homme de l'union de toute la gauche, est devenu le garant de l'unité de tous les Français, le porteur d'une espérance immense, à la mesure de l'Histoire et de la vocation de notre pays.

En élisant, ensuite, une large majorité parlementaire conforme à la majorité présidentielle, les Français ont voulu donner au changement force de loi. Cette espérance et, plus encore, cette exigence du changement, qui est celle du peuple français, impliquent le strict respect des orientations propo-



Sur les marches du Panthéon, le 21 mai 1981.

sées par le Président de la République. C'est la volonté de la majorité du peuple. C'est l'engagement du Président de la République. C'est l'ambition de votre Assemblée. Et c'est la charge de mon Gouvernement.

Rarement en République, une majorité aura été, dans des temps aussi difficiles, le mandataire d'une aussi grande espérance. Elle est, Mesdames et Messieurs, notre responsabilité commune. Elle est historique.

Le premier geste du nouveau Chef de l'Etat aura consisté à jalonner le chemin que nous allons suivre ensemble. Avec trois roses. Trois roses dans la pénombre du Panthéon. Trois roses sur trois tombes, rappel bouleversant de notre mémoire collective.

Trois roses sur la Montagne Sainte-Geneviève, au milieu de la liesse du peuple de Paris, au milieu de cette jeunesse inquiète de son avenir, hier révoltée devant les portes closes et soudain joyeuse devant les portes ouvertes des temps nouveaux.

Une rose a été pour Jean Jaurès. Celui qui, en son temps déjà, sut rassembler les socialistes et mobiliser la gauche. Cette rose, c'est celle de l'héritage.

Née du cri de révolte et de dignité des premiers prolétaires face aux drames et aux échecs de la première révolution industrielle, une idée de justice et de liberté a traversé le siècle aux côtés du peuple. L'union des exploités a permis l'émergence d'une force sociale. Sur cette force sociale s'est bâti un pouvoir politique. De cette longue marche, le moment que nous vivons aujourd'hui n'est qu'une étape.

Notre pays est aujourd'hui engagé dans une nouvelle phase de mutations industrielles et technologiques. Les dures lois de la concurrence et de la productivité s'imposent à une économie ouverte qui s'insèrent dans la mondialisation des échanges. A nous de dominer le progrès, de dominer la machine. A nous de les mettre enfin au service de l'homme. A nous d'" aller à l'idéal et de comprendre le réel ".

Tel est le message, toujours actuel, de Jean Jaurès. Là est le défi de la première rose.

Une rose a été pour Jean Moulin. Celui qui, en son temps, sut réunir toutes les composantes de notre peuple dans la lutte contre l'envahisseur.

La France, aujourd'hui encore, est confrontée à des enjeux trop graves pour disperser ses énergies.

Mon Gouvernement rassemble toutes les composantes de la majorité. Cette majorité ce sont les Français eux-mêmes qui, à deux reprises et chaque fois avec plus d'ampleur, en ont défini les équilibres et tracé les contours.

Aujourd'hui, c'est autour de nous que se rassemble le peuple de gauche, la France du travail, comme hier Jean Moulin avait su rassembler le peuple de l'ombre, la France combattante

(Exclamations sur certains bancs du RPR).

M. Robert-André Vivien

Il n'était pas seul!

M. le Premier ministre

Certes, mais attendez la suite, messieurs de l'opposition.

La joie simple qui, le 10 mai dernier, déferlait dans les rues des villes et des villages de France à l'annonce de l'élection de François Mitterrand, ramenait spontanément à la mémoire les souvenirs de l936 et 1944, les souvenirs de Léon Blum et du Général de Gaulle

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs des communistes).

C'était la joie d'une foule fraternelle et comme libérée

(Murmures sur certains bancs de l'UDF et du RPR).

C'est tout naturellement que la mémoire collective de notre peuple associe les deux moments où la classe ouvrière a fêté la dignité retrouvée puis la liberté reconquise. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs des communistes – Protestations sur certains bancs de l'UDF et du RPR).

Deux moments de réconciliation de la France avec elle-même.

L'unité française retrouvée autour des socialistes, il nous faut la préserver, l'approfondir et l'élargir encore. Nous saurons accueillir tous ceux qui souhaitent s'associer à la politique du renouveau qui est, désormais, celle de la France.

Là est l'espérance de la deuxième rose.

Une rose a été pour Victor Schœlcher. Celui qui, en son temps déjà, sut faire de la France l'émancipatrice des peuples. Il a ainsi permis que, par leur libre choix, les Antillais et les peuples des Départements et Territoires d'outre-mer demeurent dans la communauté nationale.

Les chaînes n'ont cependant pas été brisées partout : dictatures, oppressions, restent la règle dans de vastes contrées du globe. De nouvelles chaînes ont même été forgées : la faim, la dépendance économique, le sous-développement.

L'égoïsme des grandes nations industrielles précipite la planète dans le chaos. Dès à présent, il maintient des milliards d'hommes dans un nouvel esclavage.

La France refuse de s'incliner devant cet état de fait. Elle combattra pour un nouvel ordre mondial ; pour que le tiers monde, mieux compris des Français, cesse d'être regardé comme un réservoir ou un adversaire et devienne peu à peu, même s'il nous en coûte de rudes conversions industrielles ou agricoles, un partenaire

(Applaudissements sur les bancs des socialistes).

La France sera l'amie des peuples en lutte pour leur liberté. Elle ne sera pas sourde au cri des hommes bâillonnés; elle sera accueillante aux exilés et fraternelle aux immigrés. Elle luttera pour que cessent toutes les formes d'exploitation et de colonisation, pour que tombent toutes les chaînes. Tel est le message de la troisième rose.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes).

Ces trois roses, ces trois symboles, expriment en fait une exigence unique : l'homme doit devenir " la mesure de toute chose ". C'est à " l'échelle humaine " qu'on juge une politique.

Oui, la gauche est porteuse d'un projet de civilisation. Car les Françaises et les Français le savent, la victoire de la gauche vient de loin, et vous savez, aussi, ce que notre victoire porte d'espoir et ce qu'elle porte d'ardeur.

On a osé dire que la France, en ce printemps de 1981, avait décidé de relâcher son effort, " de faire halte à l'ombre d'un bosquet ".

C'est ne rien vouloir comprendre à ce qui vient de se produire dans ce pays. La victoire de la gauche correspond à un nouvel élan, et non à une démission.

Ce que la France a décidé, c'est de dire non à l'injustice ; de ne plus accepter l'arrogance de quelques-uns ; de rejeter le libéralisme sauvage et ses effets catastrophiques

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Ce faisant, les Français n'ont pas refusé l'effort. Ils veulent seulement, et ce n'est pas une mince espérance, que l'effort soit autrement distribué, qu'il ne pèse plus si lourd sur les épaules des plus faibles. Ils veulent seulement, et nous devons répondre à leur espoir, que l'effort - leur effort - serve le progrès pour tous, et non la puissance ou le profit pour quelques-uns.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Et ils ont aussi dit non à une certaine manière de gérer leur pays. Non au langage des chiffres, qui avait balayé tout accent d'humanité. Non à la déshumanisation du travail, présentée comme un mal inévitable. Non à l'invitation à " gérer l'imprévisible ". Non à cette sécheresse, à cette invocation de la fatalité, à ces appels à la résignation, devant la crise, devant

le chômage, qui menaçaient de briser les forces vives de notre pays, qui condamnaient la jeunesse à la désespérance, et les travailleurs, tôt ou tard, à la révolte.

Sans révolte, démocratiquement, tranquillement, mais avec quelle force ! ils ont relevé la tête. Ils ont repris leur avenir en main.

Les Français ne nient pas pour autant la crise. Ils savent bien que demain ne sera pas facile, que nous subirons encore, et pour longtemps, de lourdes contraintes.

(Murmures sur les bancs du RPR et de l'UDF).

Mais ils ont choisi de se battre, autrement, activement, contre la crise. ...

M. Jean Brocard

On attend!

M. le Premier ministre

...Contre ce dérèglement d'un système que nous n'avons cessé de dénoncer. En s'attaquant aux causes, sans se borner à en subir les effets.

J'ajouterai, en regardant cette Assemblée, que la relève politique qui vient d'être opérée est aussi une relève de génération.

Voilà, à coup sûr, un signe de vitalité et non, bien sûr, d'abandon.

En réponse à cet élan, le programme que mon Gouvernement vous demandera de soutenir tout au long de cette législature n'est pas celui d'une France frileuse, bardée de subventions, d'une France où le corporatisme et la bureaucratie imposeraient leurs lois à l'Etat, d'une France qui renoncerait à ses engagements internationaux et se couperait du monde.

Non, la France dont je vous parle aujourd'hui, la France que nous voulons bâtir avec tous les Français :

• c'est une France forte du travail de tous les siens.

- ▶ *c'est une France solidaire*, soucieuse de créer pour tous les conditions de la justice sociale et de la dignité,
- ▶ c'est une France responsable, fondant à tous les niveaux de décision, les bases d'une "nouvelle citoyenneté",
- ▶ *c'est une France entreprenante* et volontaire, décidée à reconquérir la maîtrise de son appareil de production,
- ▶ c'est une France fière de son message universel de paix et de progrès, la France des droits de l'homme, championne d'un nouvel ordre international.

I. Une France forte

C'est d'abord une France tout entière au travail.

Telle est notre ambition. Tel est l'objectif central de la politique économique que je vais vous proposer. En ce temps de chômage, oui, nous voulons remettre la France au travail.

L'emploi n'a cessé de se dégrader depuis sept ans. Notre pays compte 1 800 000 chômeurs. Un jeune sur six est sans emploi ; sur cent chômeurs, soixante sont des femmes.

Les causes du fléau sont simples. Certes, nous sommes, comme d'autres, dans la crise ; la récession est générale.

(Murmures sur les bancs du RPR et de l'UDF).

Mais fallait-il accepter le rétrécissement de notre appareil de production, la stagnation de l'investissement, le vieillissement de nos machines, la dévitalisation de secteurs industriels entiers, la disparition de tant d'entreprises, le ravaudage coûteux et sans effet de tant de branches ? A force de tailler les branches dites mortes de l'arbre, et de ne pas renforcer le tronc, c'est-à-dire les industries compétitives, l'arbre s'est rabougri.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs des communistes – Exclamations sur divers bancs du RPR et de l'UDF).

A poursuivre ainsi, il serait mort.

Le bilan ne s'arrête pas là : nous ne trouvons pas le pays

préparé à la troisième révolution industrielle ; l'inflation est demeurée deux à trois fois plus élevée que chez certains de nos voisins : depuis le début de 1981, on avait laissé l'économie en friche : report d'ajustements de tarifs publics, un déficit budgétaire supérieur à 50 milliards -et non 30, comme nos prédécesseurs l'avaient annoncé.

A ce bilan, que dressera précisément la commission présidée par M. Bloch-Lainé, nous avons aussitôt tenté de remédier, sur le plan économique et monétaire.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

M. Robert-André Vivien

C'est une escroquerie morale!

M. le Premier ministre

Le jour même où François Mitterrand entrait à l'Elysée, j'ai pris les mesures qui s'imposaient pour défendre le franc. Elles ont été, au cours de ces sept semaines, pleinement efficaces, en dépit d'un contexte extérieur détestable,

(Applaudissements sur les bancs des socialistes) qui nous vient d'Amérique, d'un dollar trop cher, de taux d'intérêt intolérables.

(Exclamations sur les bancs du RPR et de l'UDF).

Nous avons ensuite entrepris de relancer l'économie. La relance de juin, qui devait être prudente pour ne pas accentuer les déséquilibres, a été celle de la solidarité. Les premiers à bénéficier du progrès ont été les plus démunis.

Nous avons aussi axé ce premier volet sur l'emploi. Par la relance elle-même, qui produira progressivement ses effets. Par un programme visant l'insertion et la formation des jeunes. Par l'aide à l'investissement productif, que permettent les crédits que je vous proposerai de voter dans notre collectif budgétaire.

Au-delà de ces actions immédiates, notre politique écono-

mique demeurera centrée sur l'emploi.

Le redressement ne se fera pas en un jour

(Exclamations sur plusieurs bancs du RPR et de l'UDF).

Nous subirons longtemps l'ombre portée de la gestion précédente ...

(Applaudissements vifs et prolongés sur les bancs des socialistes et des communistes)...

M. Charles Miossec

La belle excuse!

M. le Premier ministre

...nous ne renverserons pas avant plusieurs mois la tendance, dont nous héritons, à l'accroissement du chômage.

C'est pourquoi le Gouvernement vous proposera, en décembre, d'adopter un plan de deux ans dont le ministre d'Etat, ministre du Plan, entreprend aujourd'hui l'élaboration. Ce plan a pour but la mise en oeuvre rapide d'une politique pour l'emploi, appuyée sur un effort accru de solidarité nationale. Il comprendra les grandes réformes de structures, l'extension du secteur public, la décentralisation, un nouveau partage du travail.

Au cours du plan de deux ans, nous lutterons contre le chômage en relançant plus durablement l'activité. Nous créerons 210 000 emplois, publics ou d'initiative locale,

(Murmures sur les bancs du RPR et de l'UDF) suivant le programme qui a été entamé en juin. Nous amorcerons la réduction de la durée du travail, dont je reparlerai dans quelques instants.

Ainsi, le plan de deux ans organisera une lutte sans merci contre le chômage. Il permettra d'engager, en 1984, une transformation plus profonde de notre société. Un plan de cinq ans, plus ambitieux, vous sera alors soumis.

Le calendrier, mesdames et messieurs les députés, est ainsi clair :

- nous avons paré au plus pressé, avec le double souci de la relance et de la solidarité nationale ;
- ▶ le plan de deux ans doit, d'ici 1984, retourner la tendance, en particulier sur l'emploi ; il doit nous replacer sur la bonne ligne de départ ;
- ▶ dès lors, avec la durée, nous pourrons changer la vie et changer la France.

Cette démarche que je viens d'inscrire dans la durée sera conduite dans la rigueur.

Cela signifie la rigueur budgétaire.

Cela signifie que nous défendrons le franc, et le maintiendrons dans le système monétaire européen.

Cela signifie une lutte déterminée contre l'inflation.

Telle est notre ligne de marche. Nous lutterons contre le chômage, sans céder à la facilité, et en rétablissant les équilibres économiques.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes).

La guerre que nous menons contre le chômage, nous ne la gagnerons pas sans une forte réduction des temps de travail.

Il y a un mois, j'ai dit aux organisations professionnelles et syndicales la détermination du Gouvernement : diminuer la durée du travail. Je leur ai fixé un objectif : 35 heures de travail effectif en moyenne, par semaine, en 1985. Je leur ai demandé d'engager immédiatement des négociations pour l'atteindre.

(Exclamations sur plusieurs bancs du RPR et de l'UDF).

Ces négociations sont difficiles, mais elles s'acheminent vers un accord.

La réduction de la durée du travail, c'est aussi l'abaisse-

ment de l'âge de la retraite. Dans quelques semaines, le Gouvernement déposera un projet de loi cadre destiné à ramener à 60 ans l'âge d'ouverture des droits à la retraite.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Il s'agira bien entendu d'un droit, non d'une contrainte. Il sera ouvert en priorité à ceux qui ont derrière eux une vie de travail particulièrement longue et usante.

En luttant pour l'emploi, nous bâtirons une France solidaire.

II. Une France solidaire

Une France solidaire est en effet une France où le droit au travail redevient une réalité.

Une *France solidaire* est une France qui cesse d'être, parmi les grandes nations industrielles, la championne des inégalités.

(Protestations sur plusieurs bancs du RPR et de l'UDF).

Une *France solidaire* est aussi une France qui sait donner à chaque citoyen, à chaque habitant, à chaque travailleur, sa part de responsabilités, qui respecte l'autonomie et la dignité de tous.

Dès son installation, le Gouvernement a décidé d'augmenter de 10 % le salaire minimum de croissance. Ce n'est qu'une première étape. Mais si chaque relèvement devait se répercuter tout au long de la hiérarchie, nous n'aboutirions qu'à un surcroît d'inflation.

Il faut donc reconstruire les grilles de salaires. Non pas pour écraser les hiérarchies. Mais pour que disparaissent les salaires les plus scandaleusement bas, pour que cesse la discrimination actuelle à l'égard des ouvriers et surtout des ouvrières, trop souvent à la fois mal payés et sans perspective de carrière.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

C'est aux partenaires sociaux de s'entendre pour que se fassent progressivement les transformations nécessaires.

Dans la fonction publique et le secteur public et nationalisé, il fera le nécessaire pour que s'engagent, dès l'automne, des négociations sur le niveau des salaires, sur la structure des rémunérations et sur la durée du travail.

La rigueur, bien sûr, appelle la prudence. Ces réformes seront lentes, mais notre détermination est grande. Le travailleur, dans ce pays, doit retrouver sa place ; l'ouvrier doit être payé pour sa peine ; le droit au travail est aussi le droit à un salaire qui permette de vivre (Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur plusieurs bancs des communistes).

Solidarité, aussi, à l'égard de tous ceux que l'âge, la maladie, la malchance empêchent de travailler.

La France peut s'honorer d'avoir construit depuis 1946 un système de protection sociale efficace et généreux.

(Exclamations sur certains bancs du RPR et de l'UDF).

Mais il doit être rendu plus efficace et plus juste.

Nos prédécesseurs avaient prétendu fixer autoritairement une limite à l'extension des dépenses sociales, sans souci des conséquences de leur action.

Nous voulons raisonner autrement. Il n'y a de limite au financement de la protection sociale que celle que la collectivité nationale se donne.

Que veulent les Français ? Veulent-ils améliorer la situation faite aux personnes âgées ? Ils doivent accepter un prélèvement plus important sur leurs revenus. (Exclamations sur quelques bancs du RPR et de l'UDF).

Souhaitent-ils le maintien d'une couverture générale des dépenses de santé ? Les cotisations sociales s'en ressentiront, bien entendu.

(Mêmes mouvements):

Chaque année, le Parlement débattra de la progression des recettes et des dépenses de la protection sociale. Le brouillard dans lequel ont été maintenus jusqu'ici les comptes de la Sécurité sociale sera dissipé.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes – Exclamations sur divers bancs du RPR et de l'UDF).

Les choix ne seront pas toujours faciles, mais ils seront faits au grand jour.

Et *dès l'automne*, nous engagerons le débat sur l'avenir de la Sécurité sociale, notamment sur *son financement* -car les prélèvements qu'elle opère doivent être plus équitablement répartis et ne pas nuire à la politique de l'emploi. Le débat portera aussi sur *les principes* de gestion des caisses de Sécurité sociale où les assurés doivent retrouver un rôle prédominant.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Les personnes âgées et les handicapés devront bénéficier d'un effort croissant de solidarité -le minimum vieillesse continuera donc à progresser rapidement- mais ils demandent qu'on leur accorde autre chose que de l'assistance. Ils ne veulent pas être tenus en marge.

Notre politique tendra donc au développement des services à domicile, à une transformation réelle des établissements qui les accueillent, mais aussi à l'encouragement à toutes les initiatives qui visent à redonner aux personnes âgées et aux handicapés un rôle actif dans notre société.

• Enfin, il ne faut plus qu'il y ait, dans ce pays, des hommes

et des femmes abandonnés à leur sort lorsque celui-ci s'acharne. Il ne s'agit certes pas de construire une société d'assistés. Bien au contraire : il s'agit de donner à tous, et à tout moment, les moyens de participer à la vie active, d'y exercer des responsabilités.

• Nous avons la chance de disposer d'un système de santé très complet,

(Exclamations sur les bancs du RPR et de l'UDF) qui assure une grande liberté aux professionnels de la santé et aux malades -avec une prise en charge collective des dépenses de santé. Ces principes seront maintenus. Les malades conservent la liberté de choix de leur médecin, les médecins pourront choisir leur mode d'exercice.

Une véritable politique de la santé publique est finalement porteuse d'économies. Nous favoriserons les modes de soins les moins coûteux, les mieux adaptés à chaque cas.

Le médecin généraliste contribuera en tout premier lieu à cette médecine humaine. Nous encouragerons les initiatives, notamment la mise en place de centres de santé.

(Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs)

Nous discuterons de façon approfondie avec les médecins et les autres professions de santé pour définir les nouvelles règles du jeu, pour mettre au point *une véritable charte de la santé*

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

• Quant aux prestations familiales, l'une de nos premières mesures a été un relèvement de 25 % de ces allocations.

Cet effort sera poursuivi.

Le système de compensation des charges familiales doit être simplifié : il existe aujourd'hui vingt-trois prestations différentes !

Le Gouvernement engagera des discussions afin de définir des règles plus justes et plus efficaces de détermination des prestations et des déductions fiscales pour charges de famille.

Les parents rencontrent souvent aujourd'hui d'insurmontables difficultés pour l'accueil et la garde de leurs jeunes enfants. Un programme ambitieux sera mis en oeuvre, qui préservera la liberté de choix des parents entre toutes les solutions possibles.

Solidarité, dignité: tels sont aussi les principes de la politique du Gouvernement à l'égard des travailleurs étrangers et de leurs familles. Dès sa formation, il a suspendu les expulsions. Il s'assurera que tous les travailleurs étrangers résidant en France voient leur place et leurs droits pleinement reconnus.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

M. Jacques Blanc

A Montigny aussi?

M. Dominique Taddéi

Le racisme, ça suffit!

M. le Premier ministre

Toutefois, compte tenu de la situation de l'emploi, la France n'est pas en état d'accueillir un nombre croissant de travailleurs étrangers.

(Exclamations sur les bancs du RPR et de l'UDF).

Elle entend donc limiter les entrées

(Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs)...

M. Daniel Benoist

Taisez-vous, les racistes!

M. le Premier ministre

Ecoutez, messieurs, ce qu'il faut faire, et ne vous souvenez pas de ce qu'il ne fallait pas faire.

(Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Je disais que, compte tenu de la situation de l'emploi, la France n'est pas en état d'accueillir un nombre croissant de travailleurs étrangers. Elle entend donc limiter les entrées, et proposer aux pays d'origine des accords bilatéraux définissant les conditions de travail, de séjour et de retour des travailleurs étrangers en France et des Français à l'étranger.

(Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs).

Permettez-moi, avant de conclure ce chapitre consacré à la solidarité, de dire un mot de nos compatriotes rapatriés. Le Président de la République a rappelé que la collectivité nationale avait des dettes à leur égard. Elles ne seront pas oubliées.

Mesdames et Messieurs, en élisant François Mitterrand, les Françaises et les Français ont choisi de substituer à une société dure aux plus démunis, une société juste et équitable.

Mais pour donner plus aux uns, il faut donner moins aux autres...

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes)

M. Dominique Taddéi

Eh oui!

M. le Premier ministre

...Il n'y aura pas de miracle.

(Exclamations sur les bancs du RPR et de l'UDF).

Il n'existe pas de cagnote où prélever les revenus versés aux uns sans toucher à ceux des autres.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

• A un édifice fiscal vermoulu et injuste, il va nous falloir substituer un système dans lequel, comme le prévoit la Déclaration des Droits de l'Homme en son article 13, la charge soit " également répartie entre les citoyens à raison de leurs facultés contributives ".

(Applaudissements sur les mêmes bancs).

Mais l'improvisation et la précipitation sont dangereuses. Le Gouvernement prendra tout le temps nécessaire à l'étude et à la consultation.

Quatre orientations vous seront proposées dès la loi de finances pour 1982 :

- La création d'un impôt sur les grandes fortunes,

(Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs) qui, je le précise, ne portera pas sur l'outil de travail ;

M. Raoul Bayou

Très bien!

M. le Premier ministre

- La remise en cause de certaines anomalies en matière d'impôt sur le revenu ;
 - La lutte contre la fraude fiscale ;
 - Le plafonnement des effets du quotient familial.

Au-delà de 1982, par aménagements successifs et progressifs, la recherche d'une plus grande justice conduira, par exemple, à instituer un impôt foncier, à aménager les incitations à l'épargne et les droits de succession, à harmoniser les régimes d'imposition et de protection sociale des salariés et des travailleurs indépendants, à répartir différemment les ressources entre l'Etat et les collectivités locales.

Mais la solidarité n'est pas seulement affaire d'argent. L'inégalité en France n'existe pas seulement entre ceux qui ont tout - et parfois plus encore - et ceux qui n'ont rien.

Elle est flagrante aussi entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Entre ceux qui peuvent conduire le cours de leur vie et ceux à qui on ne demande jamais ce qu'ils veulent, ni même ce qu'ils pensent.

Entre ceux qui élisent domicile et ceux qui sont assignés à

résidence. Entre ceux qui commandent sans expliquer et ceux qu'on commande sans les écouter.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Il faut instaurer,

III. Une France responsable

En réponse à ces inégalités, nous allons jeter les bases d'une nouvelle citoyenneté".

Les votes récents des Français signifient qu'ils attendent un pouvoir qui ne soit pas seulement exercé par d'autres, mais exercé autrement.

Les structures sociales et administratives qui n'ont en fait cessé de se durcir depuis l'Empire ne permettent pas l'initiative nécessaire pour affronter de nouveaux défis.

Nous allons rendre, dans les jours qui viennent -aux 500 000 élus- les moyens de la responsabilité et de l'initiative.

Nous donnerons aux citoyens, aux usagers, aux consommateurs, les moyens de participer vraiment à l'organisation de leur vie quotidienne.

Nous sommes résolus à promouvoir un progrès décisif de la démocratie économique et sociale. Citoyens dans leur commune, les Français doivent l'être aussi sur leur lieu de travail.

Les employeurs ne doivent ni redouter ni contrecarrer cette évolution souhaitable et nécessaire. Le sens des responsabilités dont font preuve les organisations syndicales n'est pas nouveau. Mais il prend toute sa signification au moment où elles sont appelées par un Gouvernement qui partage leurs espoirs, à devenir à part entière les partenaires et les acteurs du changement.

(Applaudissements sur plusieurs bancs des socialistes et des communistes).

Bâtir une " nouvelle citoyenneté ", c'est d'abord rendre l'Etat aux citoyens.

Cette " nouvelle donne " de la démocratie quotidienne, il me semble que c'est d'abord ici-même qu'il conviendrait d'en donner l'exemple.

Je ne vous cacherai pas que les premiers échanges entre la majorité et l'opposition au sein de la nouvelle Assemblée ne m'ont pas satisfait...

De nombreux députés du RPR et de l'UDF Nous non plus !

M. le Premier ministre

Comme je vous comprends, messieurs ! C'est dur d'être dans l'opposition ; nous le savons, nous qui l'avons été pendant vingt-trois ans !

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes)

M. Pierre-Bernard Cousté

Et vous y retournerez!

M. le Premier ministre

... Le Gouvernement a voulu jouer le jeu de la démocratie loyalement et rompre avec une pratique parlementaire qui excluait l'opposition de toute responsabilité. Je regrette que la nouvelle opposition s'y soit refusée.

M. Raoul Bayou

Très bien!

M. le Premier ministre

La notion de " statut de l'opposition " est une survivance du précédent septennat...



Le Monde, Libération et Le Figaro, le 10 juillet 1981.

MM. François Léotard et Alain Madelin

Que proposez-vous d'autre?

M. le Premier ministre

... Le problème ne se pose pas ainsi. Pour rendre son rôle au Parlement, pour rééquilibrer le pouvoir législatif par rapport à l'exécutif, pour respecter l'opposition, il suffit de laisser jouer pleinement les règles démocratiques.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Je confirme que nous y sommes décidés. Ce qui signifie, par exemple, que vous pourrez, lors des questions d'actualité, vous exprimer totalement et répliquer aux membres du Gouvernement.

(Exclamations sur les bancs de l'UDF et du RPR).

Ce qui signifie également que des propositions de loi pourront venir en discussion...

M. Robert-André Vivien

Chiche!

M. le Premier ministre

... que le recours systématique au vote bloqué est abandonné

(Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes

et des communistes)

et que le Gouvernement respectera le pouvoir d'amendement de tous les élus, qu'ils siègent sur les bancs de la majorité ou sur ceux de l'opposition.

(Exclamations sur les bancs de l'UDF et du RPR).

M. Pierre-Bernard Cousté

C'est la continuité, cela!

M. Raoul Bayou

Ils ne comprennent pas!

M. Claude Michel

Ils faut répéter, ils n'ont pas compris!

M. le Premier ministre

Mais la "nouvelle citoyenneté "correspond à un projet bien plus vaste que les seules procédures parlementaires.

C'est vrai de la justice, qu'il faut à la fois libérer de l'Etat et rapprocher des justiciables. C'est une priorité.

Ici encore, l'héritage est lourd. On a assisté ces dernières années, à un déclin des libertés et, dès lors, à celui de la confiance que les Français accordent à leur justice.

Pour restaurer cette confiance, le Gouvernement va engager une série d'actions :

- le 3 juin, il s'est prononcé en faveur de l'ouverture aux Français du recours individuel prévu par l'article 25 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;
- il vous proposera, au cours de la présente session, un projet de loi tendant à la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat.

(Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Par la suite, il vous soumettra la suppression des tribunaux permanents des forces armées, l'abrogation de la loi du 2 février1981 dite "Sécurité et Liberté",

(Applaudissements prolongés sur les bancs des socialistes et des communistes)

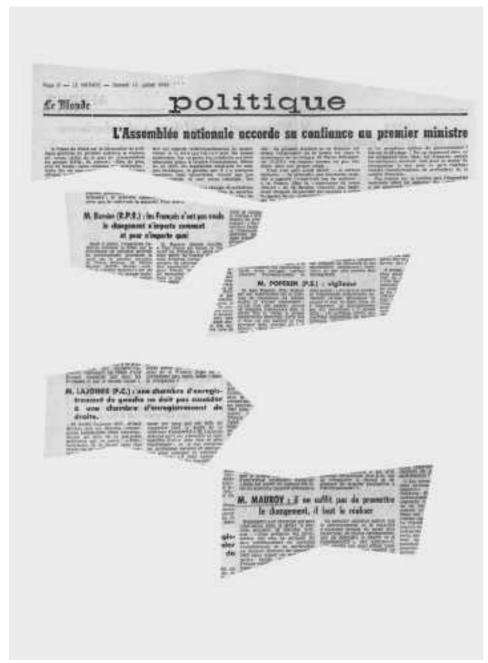
et l'abolition de la peine de mort

(Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs) :

• il présentera à votre vote la réforme, tant attendue, du Conseil Supérieur de la Magistrature.

(Très bien! Très bien! sur de nombreux bancs des socialistes).

De plus en plus, la justice se trouve directement confrontée à des problèmes économiques, financiers et industriels. En



Le Monde, le 11 juillet 1981.

ces temps difficiles pour l'emploi, rien ne peut être négligé pour lui donner les moyens de l'efficacité.

C'est pourquoi nous aborderons, avec une ferme détermination, la mise à jour de l'arsenal juridique qui étouffe plus qu'il ne sauve les entreprises en difficulté. Ces entreprises appellent, évidemment, d'abord des solutions d'ordre économique, mais la part du droit ne saurait être négligée ainsi que nous avons dû le constater récemment.

La réaffirmation de la primauté du droit est également indispensable en matière d'écoutes téléphoniques.

J'ai décidé d'installer auprès de moi une commission qui m'adressera avant le 31 octobre, des propositions afin que les écoutes téléphoniques intervenant en-dehors des informations judiciaires soient très strictement destinées à prévenir ou à neutraliser les actes de grand banditisme, à aider à la sauvegarde de la sécurité extérieure de l'Etat – point final.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Des élus de l'opposition comme de la majorité, appartenant aux deux assemblées, des juristes, des magistrats et des fonctionnaires seront sollicités pour remplir cette mission.

Un mot enfin du rôle de la police. Il faut que le policier retrouve la fonction de prévention qui est la sienne.

Les policiers en sont conscients et ils se sont d'ores et déjà associés à cet effort. La police judiciaire, quant à elle, doit agir patiemment, sans recherche du spectaculaire et dans le respect du droit et de la dignité des personnes.

Mesdames et Messieurs, rendre l'Etat aux citoyens, leur assurer l'exercice de la liberté et de la responsabilité, c'est, au premier chef, leur garantir le droit à une information complète et pluraliste. La culture, l'information, les loisirs des Français dépendent désormais de façon croissante des moyens modernes de Communications.

Le dossier de l'audiovisuel, et plus particulièrement de l'information sur les chaînes de radio et de télévision, ressurgit régulièrement, à l'ouverture de chaque septennat !...

M. Jacques Blanc

C'est la faute à Fillioud!

M. le Premier ministre

...C'est la preuve que la radio et la télévision ne sont pas dotées du statut qui garantirait leur indépendance. Voilà l'essentiel!

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Dans ce domaine également, nous héritons d'une situation viciée. De très mauvaises habitudes ont été prises...

M. Alain Bonnet

Très bien!

M. le Premier ministre

... Des structures sont à réformer. Vous aurez à discuter, dans les prochains mois, d'un projet de loi.

Tous les problèmes devront être traités dans le souci constant d'une grande liberté, mais aussi dans un cadre juridique évitant un développement anarchique qui profiterait, en fin de compte, à ceux qui détiennent le pouvoir de l'argent. La liberté, oui, dans un souci de pluralisme, d'équilibre et d'équité.

Ce texte de loi doit, en outre, permettre de jeter les bases d'un droit susceptible de s'adapter rapidement aux évolutions fulgurantes des techniques.

Le Gouvernement souhaite que la loi atteigne trois objectifs :

- assurer une pleine autonomie par rapport au pouvoir politique, qu'il soit national, régional ou local, mais aussi par rapport aux puissances financières ;
- organiser la décentralisation et favoriser la pluralité des formes d'expression ;
 - développer les missions de culture, d'éducation, de diver-

tissement et d'information des citoyens dans un souci de qualité des programmes et d'encouragement à la création.

Une France responsable, c'est aussi un pays qui doit, désormais, enraciner l'unité de la République dans la diversité et la responsabilité de ses collectivités locales.

Tel est l'objet du premier projet de loi touchant aux structures de notre vie collective qui sera déposé, dès la présente session sur le bureau de votre Assemblée.

Dans l'attente du vote de ces textes, les institutions régionales continueront donc à fonctionner dans le cadre de la loi de 1972...

Un député de l'UDF

C'est un discours de conseil général!

M. le Premier ministre

...mais avec des dispositions assouplies tendant à rapprocher leur fonctionnement de celui des autres collectivités territoriales et à préparer la mise en place des institutions régionales futures. D'ores et déjà le Gouvernement a rapporté les décrets et circulaires qui, au-delà de la loi, contraignaient les actions décidées par les Conseils régionaux. Dès l'adoption du projet de loi qui va vous être soumis, le président du Conseil régional deviendra l'exécutif de la région, et, comme pour les autres collectivités, la tutelle sera remplacée par un contrôle juridictionnel a posteriori.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes). La suppression des Préfets vous sera proposée...

Plusieurs députés socialistes

Très bien!

M. le Premier ministre

... non par hostilité à un corps qui a constamment témoigné de son sens de l'Etat, mais par volonté de voir disparaître l'image d'une France centralisée à l'extrême, enfermée dans la rigidité de ses textes, de ses règlements et de ses circulaires.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes).

M. Marc Lauriol

Vive la Gironde!

M. le Premier ministre

La décentralisation ne se limite pas à la réforme des collectivités locales. C'est une logique directrice qui sera à l'œuvre dans toutes les mesures que nous proposons.

Ainsi la nouvelle citoyenneté permettra-t-elle d'offrir à la démocratie quotidienne, partout où ce sera possible, de nouveaux espaces de liberté et de responsabilité.

Et d'abord au bénéfice de la majorité de nos compatriotes, je veux dire des citoyennes car il reste beaucoup à faire si nous voulons que les Françaises aient tous leurs droits : droits à un emploi, à un salaire, à une carrière comparables à ceux des hommes ; droit aux responsabilités.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes).

Le Gouvernement est également décidé à encourager cette force neuve qui affirme ca capacité de dialogue, de proposition, de négociation et de gestion, je veux parler du mouvement des consommateurs et des usagers.

Sous l'impulsion du ministre de la Consommation, la politique du Gouvernement favorisera le développement d'un véritable pouvoir des consommateurs grâce à la mise à la disposition des associations de moyens juridiques, techniques, financiers et d'expression.

Dans le régime de liberté des prix et de concurrence, l'existence d'associations de consommateurs dynamiques est un élément fondamental de la lutte contre l'inflation.

Rendre les Français maîtres à nouveau de leur vie quoti-

dienne, c'est aussi les associer à l'édification et à la gestion du cadre de vie.

" Domaine bâti, domaine subi ", a-t-on dit : le plus grand nombre n'a toujours pas acquis le droit à un habitat de qualité, le droit à la ville.

Les collectivités locales maîtriseront les marchés fonciers. Ce qui signifie la fin de la spéculation. Elles pourront conduire un urbanisme volontaire. A cette fin, le Gouvernement vous proposera une politique appuyée sur un impôt foncier déclaratif.

La distribution des aides au logement sera refondue. Dès aujourd'hui, le logement social redevient une priorité.

Nous soutiendrons les économies d'énergies dans l'habitat, la sauvegarde des quartiers anciens, la promotion d'une architecture humaine et audacieuse. Nous accepterons l'initiative privée, sans restreindre son action pour autant qu'elle ne contrarie ni la justice aujourd'hui ni la qualité de la vie demain.

Nous rendrons aux habitants les pleins pouvoirs sur leur cadre de vie. En ce sens, le Gouvernement vous présentera un projet de réforme du statut des locataires. L'habitat et le cadre de vie seront terre d'élection de la nouvelle citoyenneté, comme ils seront terre d'élection de la décentralisation.

Dans bien des domaines, le mouvement associatif sera le support privilégié de la nouvelle citoyenneté, en particulier pour la mise en valeur du temps libre.

Dans cette perspective, le Gouvernement l'invite à définir avec lui une nouvelle règle du jeu.

Il nous appartient en particulier de gommer les ségrégations sociales dans le domaine du temps libre. Nous nous y emploierons grâce aux " chèque-vacances " et au développement des formes sociales du loisir et du tourisme.

Le temps libre, c'est aussi l'éducation permanente, c'est le moyen pour chacun de progresser dans sa vie personnelle et socio-professionnelle. La formation permanente a été négligée depuis plusieurs années. Il faut la relancer, en revoir le financement, lui ouvrir les écoles et les universités.

Le niveau d'éducation et de formation des travailleurs est une des grandes chances de l'économie française.

Nous entreprendrons une transformation profonde de notre système éducatif. Tous doivent y participer : parents, élus, associations, représentants des salariés et des employeurs. Et au premier chef, les enseignants,

(Murmures sur les bancs de l'UDF et du RPR)

qui ont été trop souvent, dans le passé, injustement critiqués et maltraités.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

L'unification du service public d'éducation sera le résultat d'une concertation et d'une négociation...

Plusieurs députés de l'UDF

Imposée!

M. le Premier ministre

...Ce service public aura vocation d'accueillir dans le pluralisme, par le biais d'une politique contractuelle, tous les établissements et tous les personnels.

Il nous fait également envisager l'avenir des universités et des grandes écoles.

Avant toute chose, il est indispensable de renouveler les Conseils d'université. Dans ce but, le Gouvernement déposera prochainement un projet de loi abrogeant la loi Sauvage et instituant de nouvelles règles pour leur composition.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

De nouveaux conseils seront élus et réunis avant la fin de l'année.

A l'issue de cette concertation, la carte universitaire sera établie contractuellement.

Mesdames et Messieurs, notre volonté de promouvoir la démocratie quotidienne n'aurait aucun sens si elle ne s'appliquait pas en priorité à là condition des travailleurs dans les entreprises.

La France attend de ses entreprises tant de performances, de dynamisme, de productivité, d'innovation, qu'elle se doit, par morale et par efficacité, de garantir et de renforcer les droits de ceux dont l'effort -aujourd'hui plus que jamais- conditionne l'avenir même de la nation. Citoyens dans la cité, les travailleurs doivent l'être aussi sur leur lieu de travail.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Les comités d'entreprise disposent, de par le Code du Travail, de pouvoirs importants. Nous veillerons à ce qu'ils soient respectés.

Il nous faut sortir d'une situation dans laquelle la négociation est encore l'exception. Les salaires, la politique de l'emploi, la formation, la durée du travail ou son organisation, doivent faire l'objet de négociations entre les dirigeants et les sections syndicales de l'entreprise.

Les liens contractuels renforcent le progrès économique et social ; le recours systématique à la loi, au règlement, à l'intervention des pouvoirs publics, entraîne irresponsabilité et rigidités.

Le Gouvernement proposera au Parlement des mesures législatives destinées à éviter le recours abusif au travail temporaire et aux contrats à durée déterminée et à renforcer les droits des travailleurs temporaires.

M. Jean-Yves Le Drian

Très bien!

M. le Premier ministre

Le ministre du Travail a d'autre part engagé, à ma demande, une étude et des consultations approfondies sur les droits syndicaux. Le Gouvernement a déjà montré et montrera encore sa volonté de faire participer les organisations syndicales à la recherche de solutions aux difficultés des entreprises malades.

Remettre la France au travail, pratiquer la justice sociale, renforcer les droits des citoyens. Tous ces objectifs ne pourront être atteints sans :

IV. Une France entreprenante

Une France entreprenante, imaginative, décidée à reconquérir la maîtrise de son appareil de production. La nouvelle politique économique que nous vous proposons repose largement sur la volonté d'entreprendre, d'innover, d'investir et de créer des emplois du secteur privé. Cette volonté, nous aurons le souci constant de la stimuler.

Pour soutenir les entreprises moyennes et petites, nous vous proposerons de revoir les mécanismes fiscaux ou réglementaires qui découragent la création d'entreprises et l'innovation; nous faciliterons leur accès aux marchés publics; nous favoriserons leur alimentation en fonds propres; nous élaborerons une charte de la sous-traitance.

Nous entendons rénover notre politique du crédit et développer l'épargne productive.

Pour financer le grand programme d'investissements publics et privés qu'il se propose de susciter, le Gouvernement écarte le recours à la facilité monétaire. La croissance de la masse monétaire demeurera strictement contrôlée.

Mais les entreprises attendent que le crédit destiné au financement des investissements et de la trésorerie soit plus aisément accessible et moins cher. Nous avons engagé, en liaison avec nos partenaires européens, une action concertée en vue de convaincre les dirigeants des Etats-Unis du caractère dangereux pour les économies européennes de leur politique actuelle de taux d'intérêt élevés. Nous espérons que ces efforts déboucheront sur des résultats concrets à Ottawa.

Mais c'est surtout à la mobilisation de l'épargne et à la participation active des épargnants,

(Murmures sur les bancs du RPR et de l'UDF) que nous en appelons pour assurer une assise financière solide à notre programme de redressement économique et social.

M. Edmond Alphandéry

Le taux de croissance est en train de chuter.

M. le Premier ministre

Je confirme notre intention d'encourager l'épargne stable, affectée au financement d'investissements productifs, et particulièrement l'épargne qui s'investit en obligations. Par ailleurs, seront étudiées, sans attendre, les mesures permettant d'assurer la protection de l'épargne populaire contre les effets de l'inflation.

Toujours avec le souci de favoriser la volonté d'entreprendre, le Gouvernement s'attachera à alléger certaines charges sociales qui pèsent sur les entreprises et freinent l'embauche.

Le Gouvernement, qui entend poursuivre et amplifier la lutte contre l'inflation, ne souhaite pas, en conséquence, remettre en cause la liberté des prix industriels.

Il s'attachera à obtenir une décélération de la hausse des prix dans une économie de liberté et de concertation. Cela signifie que la concurrence sera stimulée, mais aussi que les abus seront sanctionnés.

L'objectif central de notre politique industrielle est simple. Il vise à créer les conditions d'une relance de l'investissement productif. En 1980, mesdames, messieurs, l'investissement des entreprises privées a été inférieur de 5 % à son niveau de 1974. Cette évolution est préoccupante, car il n'y a pas d'économie prospère sans industrie puissante, pas d'industrie puissante sans effort d'investissement et de recherche. Or, l'écart avec nos principaux partenaires ne cesse de se creuser d'année en année. La RFA, par exemple, augmente de 5 % par an ses investissements depuis 1976.

Cette tendance doit être rapidement inversée.

A cet effet, les incitations à l'investissement et à l'innovation seront renforcées. Une loi-programme sur la recherche et l'innovation technologique sera déposée au printemps 1982. La volonté du Gouvernement est de réconcilier les Français avec leur industrie.

Je n'oublie pas qu'une très large partie de l'industrie française restera du domaine des entreprises privées. A elles revient, pour l'essentiel, la grande responsabilité de créer des richesses, d'exporter.

Les entreprises, toutes les entreprises de ce pays, doivent se sentir encouragées à l'effort et à la réussite. Je les invite à se comporter à l'égard des pouvoirs publics en partenaires attelés à une même tâche.

Dans cet esprit, je créerai un Conseil permanent du développement industriel, animé par le ministre de l'Industrie et composé de chefs d'entreprises privées et publiques. Ce conseil donnera au Gouvernement son avis sur l'expansion de notre industrie et formulera toutes recommandations qu'il jugera utiles.

Par ailleurs, le Gouvernement veillera à ce qu'un rôle moteur en matière d'investissement continue d'être tenu par le secteur public.

Cela nous conduit à parler d'une grande question, d'une

réforme essentielle des structures de notre économie le renforcement et l'extension du service public.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Les nationalisations donneront au Gouvernement des moyens déterminants pour conduire sa politique économique. Ceci est d'abord vrai dans le domaine du crédit.

II n'est pas de politique nouvelle possible sans un contrôle effectif du crédit. C'est pourquoi le Gouvernement déposera en priorité, dès l'automne, un projet de loi relatif à sa nationalisation.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

La nécessité de nationalisation du crédit est apparue très tôt dans la vie politique française. Elle a reçu une concrétisation partielle avec la démocratisation de la Banque de France sous le Gouvernement du Front populaire en 1936, puis en 1945 avec la nationalisation de l'Institut d'Emission et de quatre grandes banques de dépôt opérée par le Gouvernement d'Union nationale dirigé par le Général de Gaulle. La nationalisation, longtemps envisagée, des banques d'affaires, fut alors contrariée par la pression des forces conservatrices.

Eh bien! cette grande réforme, nous entendons aujourd'hui la parachever. Il convient donc, dans le prolongement des lois de 1936 et de 1945, de nationaliser le secteur bancaire.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Ainsi, le Gouvernement se dotera des moyens de mettre en oeuvre une politique du crédit rénovée et orientée vers l'amélioration du service rendu aux utilisateurs et à l'économie.

L'égalité d'accès de tous, et notamment des PME, aux financements à court terme et à long terme sera recherchée. Les établissements bancaires deviendront plus soucieux de l'intérêt général dans la distribution du crédit et ajouteront ce critère trop longtemps négligé à ceux qu'ils utilisent déjà pour décider de l'octroi des concours.

En outre, des dispositions seront prises pour que l'application des textes de 1945 sur la nationalisation de banques soit rendue effective dans les trois grandes banques nationales.

Cette nationalisation respectera les principes suivants :

- il n'y aura pas de nationalisation indue de l'économie : les participations détenues par les groupes bancaires ainsi nationalisés, dans des entreprises situées hors du champ du secteur public élargi tel que l'a défini le Président de la République, seront rendues au secteur privé. Ceci s'applique notamment aux participations industrielles multiples détenues, en dehors des onze groupes industriels nationalisables, par la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas et la Compagnie financière de Suez. Ici encore, nous ferons pendant la législature ce que nous avons annoncé : rien de plus, rien de moins, c'est notre engagement.
- le Gouvernement réaffirme qu'il souhaite que l'activité internationale des entreprises nationales puisse s'exercer sans entraves et que ces entreprises s'insèrent au mieux de leurs stratégies dans la compétition mondiale.

Les récentes initiatives prises, avec l'accord de pouvoirs publics, par Elf-Aquitaine et par Rhône-Poulenc, montrent que cette orientation s'applique effectivement aussi bien aux groupes publics qu'au secteur privé.

Rien ne sera fait, à cet égard qui puisse perturber l'action internationale des groupes bancaires nationalisables, action qui, dans la mesure où elle est utile à nos exportateurs et à nos investisseurs, doit être préservée.

La nationalisation, bien entendu, ne concerne pas les banques étrangères, ni les banques françaises sous contrôle étranger. Elle ne porte pas non plus sur les établissements à statut légal spécial, ni sur les réseaux coopératifs et mutualistes et pas davantage sur les sociétés telles que les Sicomi ou maisons de titres.

La nationalisation n'a pas pour objet de bouleverser des structures ni de porter atteinte à la personnalité des réseaux existants. Elle vise, en s'appuyant sur des cadres et des employés qui ont fait la preuve de leur efficacité, à donner une nouvelle impulsion à l'activité des groupes concernés. Elle a surtout pour but le retour à la collectivité nationale du privilège d'émission de la monnaie, partiellement concédé jusqu'ici.

Il s'agit de revenir, dans les faits, à l'esprit et à la lettre de la loi du 2 décembre 1945.

Les petites banques indépendantes, souvent très utiles à la vie économique locale ou régionale seront, selon des modalités que nous définirons, rapidement laissées hors du champ de la nationalisation. Des discussions seront engagées avec leurs dirigeants, de façon à les associer aux nouvelles orientations de la politique de crédit que je viens de définir.

Le secteur bancaire restera pluraliste. Il n'est pas question d'établir un monopole du crédit. Chaque entrepreneur gardera le libre choix de son banquier, en changer s'il n'est pas satisfait, et en mettra, s'il le souhaite plusieurs en concurrence, afin d'obtenir le meilleur service.

Ce pluralisme sera développé par le maintien et la création de réseaux régionaux décentralisés.

Enfin, les missions du Conseil national du crédit et de la Commission de contrôle des banques seront renforcées et étendues à toute la distribution du crédit.

Ainsi, la France sera dotée d'instruments nouveaux permettant à toutes les entreprises, comme aux particuliers, de bénéficier d'une politique de crédit et de financement plus efficace, et mieux orientée vers le développement de l'activité économique. Lors de la session d'automne, un second projet de loi concernant les groupes industriels vous sera présenté.

Une économie industrielle moderne tire sa force à la fois d'un tissu de moyennes et de petites entreprises très diversifiées et d'un noyau de grands groupes industriels seuls en mesure d'effectuer les très grands investissements qu'appellent aussi bien les productions de base, fortement consommatrices de capital que les secteurs de pointe aux recherches très coûteuses.

Ces grands groupes doivent être compétitifs et préserver, par leurs efforts conjoints, la place de la France dans des secteurs où la concurrence mondiale est intense.

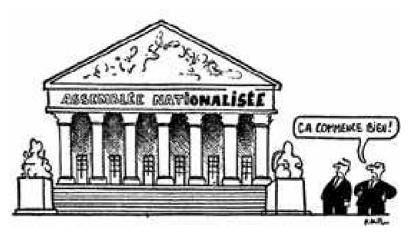
Il revient aux hommes qui les dirigent, groupe par groupe, d'établir une stratégie industrielle et de la mettre en oeuvre. C'est leur devoir en même temps que leur responsabilité, qui demeurera entière. Le Plan, instrument essentiel de notre croissance, assurera la compatibilité de ces choix, souvent décisifs pour l'intérêt national, avec les grandes options de développement retenues par le Gouvernement.

Cette cohérence vérifiée, nous avons la ferme volonté d'aider les entreprises à réaliser leurs objectifs. En particulier, nous savons bien qu'elles sont aujourd'hui plongées dans un environnement international : elles doivent pouvoir investir au-delà des frontières ou signer des accords de coopération avec des partenaires étrangers, dès lors qu'il s'agit en fait d'obtenir un accroissement direct ou indirect de la richesse nationale.

C'est dans cet esprit que nous procèderons à certaines nationalisations industrielles, indispensables au développement que nous entendons promouvoir.

Conformément aux engagements du Président de la République, onze groupes industriels viendront, pendant la législature, s'insérer au sein du secteur public. Onze groupes. Pas un de plus, pas un de moins. C'est notre engagement.

La situation diversifiée de ces groupes impose cependant



Le Monde, le 10 juillet 1981.

que notre démarche garde une certaine souplesse dans le temps et dans la forme.

La nationalisation sera immédiate pour :

Le groupe Dassault,

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes)

et il en ira de même pour la société Matra, qui vit pour l'essentiel de commandes militaires.

(Applaudissements sur les mêmes bancs).

Des études seront engagées sans délai pour tenir compte de la situation spécifique de ces deux groupes.

• En second lieu, l'ensemble sidérurgique constitué par Usinor et Sacilor qui traverse une crise longue et douloureuse. L'Etat a le devoir de prendre immédiatement, en tant qu'actionnaire, la responsabilité totale d'une action de restructuration dont les incidences auront une importance nationale

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

- Troisièmement, cinq groupes industriels :
- La Compagnie générale d'électricité,
- Péchiney-Ugine-Kuhlman,
- Rhône-Poulenc,

- Saint-Gobain-Pont à Mousson.
- Thomson-Brandt.

seront immédiatement nationalisés, au niveau des sociétés-mères.

L'appropriation publique du capital de ces cinq groupes ne portera pas sur la fraction du capital, d'ailleurs très minoritaire, détenue par des étrangers. Ces derniers seront libres de rester ou de vendre à l'Etat leur participation.

Nous vivons en économie ouverte. Les accords industriels ou technologiques avec des partenaires étrangers, l'investissement réciproque de capitaux créent des liens entre l'économie française et son environnement international.

De tels échanges sont souvent créateurs d'emplois et de richesses. Chaque fois qu'ils répondront effectivement à ce critère, sans nous mettre en état de dépendance, nous chercherons à les maintenir, sinon à les renforcer.

Nous voulons que l'Etat, par la nationalisation, s'assure la maîtrise des pôles industriels qui nous paraissent commander une politique dynamique de l'investissement et de l'emploi. Mais nous souhaitons en même temps que les partenaires et actionnaires étrangers, qui ont jusqu'ici participé à l'expansion de ces sociétés puissent, s'ils le désirent, continuer à le faire.

Des négociations seront immédiatement ouvertes avec les dirigeants de trois groupes - CII-Honeywell Bull, ITT-France, Roussel-Uclaf - qui, pour des raisons spécifiques, ne pourront pas relever de la prochaine loi de nationalisation. Ils comportent en effet une importante participation étrangère qui, dans les deux derniers cas, est même majoritaire. Ces négociations auront pour but de dégager les voies et moyens de la nécessaire restructuration du capital, en accord avec les partenaires étrangers, avec le souci de maintenir les liens technologiques, industriels et commerciaux qui existent, mais aussi la volonté de poursuivre le mouvement de nationalisation.

La nationalisation, j'en suis convaincu, se traduira par un

& belove thisalm -

1

Je vous ai parlé hier de nutionalisation et je me suis entendu répondre étatisation. Je ne voudrai pas faire, à cette tribune, un cours d'histoire, mais permettez-mos de vous rappeller que la notion de nationalisation figure dans les programmes de la gauche suropéenne depuis la fin du dix-neuvième siècle et que la plapart des pays d'Europe seccidentale y ont su lorgement recours.

Copendant, au sein du nouvement syndical, et en particulier en France, l'appropriation collective est toujours allée de pair avec une idéologie unti-étatiste. La capa tape politire, par expense, qu'à l'erigine, les persunieles— (intent begilles aux nateubalientees fac-ils cranqueles), en 1916 reçons, qu'elles se faverisent le survie du capitalisses

C'est dire que ce type de sesures ne peuvent êtra enelysées dans les termes simples - pour ne pas dire simplistes - que j'ai entendu.

Les nationalisations dans ce pays met toujours correspondu à des grands momente de le vin nationale : 1926, 1944. Et aussi bien en 1936 qu'en 1944, les nationalisations ont toujours été comprises comme un refue de l'étatisation. Travailleurs et usogors sont, par exemple, été appoiés

die

renforcement des groupes industriels concernés. Cet objectif revêt à mes yeux un caractère prioritaire.

La nationalisation ne sera pas l'étatisation. Nous préserverons l'identité et l'autonomie des sociétés nationales ainsi créées. Elle bénéficieront de leur pleine responsabilité d'entreprises, appelées à intervenir de leur propre initiative sur le plan national comme sur le plan international. Des exemples antérieurs sont là pour montrer que nos entreprises publiques peuvent emporter des succès remarquables, dès lors qu'est garantie leur autonomie de gestion. Nous la garantirons, dans le cadre de contrats d'entreprises qu'elles signeront avec l'Etat.

Le Gouvernement est conscient du caractère complexe et vivant de ces groupes. Son souci n'est pas de les démante-ler, mais de les appeler à entreprendre et à prospérer. J'appelle donc les équipes qui les animent et qui ont fait la preuve de leur capacité, dirigeants, cadres et personnels, à se mobiliser au service d'un effort d'investissement et de développement.

Enfin, le secteur public ainsi étendu sera, bien entendu, directement intéressé par les dispositions législatives que le Gouvernement, comme je l'ai déjà dit, proposera en vue d'améliorer, de manière générale, les droits des travailleurs dans l'entreprise. Mon Gouvernement, en outre, déposera ultérieurement devant le Parlement, un projet de loi qui visera à faire du secteur public le lieu privilégié de l'innovation sociale.

Il va de soi que, dans le domaine bancaire, comme dans le domaine industriel, l'indemnisation des actionnaires, dont les modalités seront précisées dans les deux projets de loi dont je viens de parler, sera juridiquement incontestable et financièrement équitable.

Nous allons immédiatement préparer la mise en place de l'ensemble de ce dispositif. A cet effet, le Gouvernement va désigner des délégués chargés de prendre contact avec les groupes bancaires et industriels concernés, et d'étudier avec eux les dispositions à prendre pendant la période transitoire qui nous sépare du vote des lois de nationalisation. Ces délégués rendront compte de leurs démarches à un comité interministériel permanent, dont ils recevront les instructions nécessaires.

L'extension du secteur public n'est pas la seule réforme de structure que le Gouvernement entend mener à bien pour modifier en profondeur notre vie économique.

La forme coopérative nous semble, par exemple, bien adaptée pour favoriser les efforts des créateurs d'entreprises. Les collectivités locales de leur côté, souhaitent pouvoir favoriser de telles initiatives. Enfin, la mutualité a fait la démonstration de son efficacité économique et sociale. Or, de nombreux obstacles juridiques et réglementaires subsistent qui ont empêché une mobilisation de l'épargne en faveur des entreprises coopératives. Ces obstacles doivent être levés, un nouveau cadre juridique doit être instauré, afin que puisse se développer une véritable économie sociale.

Je ne voudrais pas terminer cette partie de mon exposé sans traiter de cette autre source de richesse nationale qu'est l'agriculture.

L'agriculture française ne peut être qu'une agriculture en expansion.

Il y a, pour cela, plusieurs raisons. La première est la richesse de notre pays dont vous connaissez la diversité mais qui, représentant 33 % de la surface cultivable communautaire ne produit qu'un peu plus du quart de l'ensemble des productions agricoles des dix pays membres. D'importantes marges de progression subsistent donc. Nous pouvons et devons encore accroître le solde positif de nos échanges agroalimentaires qui dépassera 20 milliards de francs en 1981. Il n'y a qu'une seule voie pour cela : le développement de notre agriculture et de nos industries agricoles et alimentaires.

La seconde est que le déficit alimentaire croissant des pays

du tiers-monde et, en particulier, de nos voisins de la Méditerranée et de l'Afrique, est alarmant sur le plan humanitaire comme sur le plan politique.

Peut-on raisonnablement envisager de limiter le développement d'une richesse aussi vitale pour des millions d'hommes ?

Peut-on laisser à la seule Amérique du Nord la possibilité de répondre à cette demande qui ne fera que croître et capter le marché mondial à son profit ?

Cette expansion ne peut se faire que dans le cadre communautaire. Toutefois, il n'est plus possible de croire à la seule vertu des compromis, laborieusement négociés, pour sauver la politique agricole commune et éviter le blocage progressif de toutes ses instances de décisions sous le choc des égoïsmes nationaux.

Un mot enfin, de l'ouverture économique de la France au monde.

La pénétration de notre marché intérieur par les produits étrangers prend des proportions inquiétantes. Elle a progressé de près de quatre points pour les produits industriels depuis 1978.

Face à la compétition internationale, il est du devoir du-Gouvernement, en concertation avec nos partenaires, de restaurer rapidement les marges d'action et la compétitivité de notre économie.

Cet effort sera conduit dans le respect de nos engagements internationaux. Toute protection abusive aux frontières serait plus nocive pour l'industrie qu'efficace. Mais le Gouvernement sera vigilant à l'égard de la concurrence déloyale. Il utilisera les procédures de concertation existantes avec nos partenaires commerciaux. Notre attitude sera fondée sur le respect d'une stricte réciprocité dans les pratiques commerciales et tarifaires. L'attention des Etats-Unis et du Japon a été déjà clairement appelée sur ce point.

Deux axes prioritaires seront affirmés dans le cadre du Plan en deux ans :

- la réduction de la dépendance énergétique ;
- le renforcement de nos points forts à l'exportation et la reconquête du marché intérieur.

Le Gouvernement proposera un programme énergétique d'ensemble qui fera l'objet d'un débat au Parlement, puis dans les instances régionales.

Nous ne négligerons aucune des ressources énergétiques fossiles extraites de notre propre sous-sol, sous réserve que leur coût d'exploitation demeure acceptable par rapport aux prix du marché mondial.

(Murmures sur divers bancs du RPR et de l'UDF).

Une politique active de recherche et de développement pour l'utilisation des énergies renouvelables sera appliquée.

Il s'agit enfin de poursuivre un programme électronucléaire important mais raisonnable qui tienne compte du moindre coût de cette source d'énergie mais qui évite le vertige du tout nucléaire qui nous était promis.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes – Exclamations sur les bancs de l'UDF et du RPR).

C'est, je le répète, par le dynamisme de l'industrie, la cohérence de la politique industrielle, une concertation accrue entre producteurs nationaux et réseaux de distribution que passe une reconquête efficace du marché intérieur et l'amélioration de notre compétitivité sur les marchés des pays industrialisés.

Les mutations économiques et sociales que nous engageons, conduites sans que la France ne cherche à s'isoler. Non seulement elle demeurera ouverte au monde, mais encore elle entend tenir pleinement son rôle sur la scène diplomatique.

Notre objectif est de bâtir,

V. Une France fière

La France des Droits de l'Homme. Une France décidée à promouvoir un nouvel ordre international.

Vous savez l'espoir qu'a fait naître l'élection de François Mitterrand dans nombre de pays étrangers.

Forte de ce courant de sympathie, la diplomatie que nous allons développer s'engagera résolument dans la recherche de vraies solutions à la crise économique internationale et aux conflits douloureux qui créent, pour de nombreux peuples, des situations intolérables.

Seul un effort planétaire de réorganisation et de solidarité peut réduire les zones de tension, contribuer à la prospérité et à la paix.

Pour la France, le moyen le plus sûr de façonner un environnement conforme aux vœux que je viens d'exprimer, c'est d'abord la construction européenne.

Les mécanismes de coopération dont s'est dotée la Communauté doivent déjà beaucoup à l'action de notre pays. Le Gouvernement s'efforcera d'aller plus loin, et surtout de faire en sorte que la capacité d'organisation considérable que ces mécanismes offrent aux Etats-membres soit pleinement utilisée au service du redressement économique, de l'emploi, de la correction des inégalités et de la coopération avec les pays en développement.

(Applaudissement sur les bancs des socialistes).

Nous avons la ferme intention de retrouver l'esprit des institutions communautaires et de régler, avec loyauté et pragmatisme, les contentieux actuels. Nous ne sommes ni des idéologues de la supranationalité ni des théologiens de l'antisupranationalité. La restructuration du budget de la Communauté, la réforme de la politique agricole commune, la renégociation d'arrangements internationaux comme l'accord multifibres, l'élargissement de la Communauté, seront abordés dans un esprit constructif,

(Exclamations sur les bancs de l'UDF)

dans le souci de concilier tout à la fois, la définition de positions communes et la sauvegarde des intérêts de la France.

Mais la vraie tâche qui attend les Européens est d'une toute autre ampleur. Il s'agit de faire face à la crise, c'est-à-dire au chômage, à la restructuration industrielle, au problème de l'approvisionnement en énergie.

Or, dans ce nouvel environnement économique, l'Europe du libre échange semble paralysée. La nouvelle division du travail, au bénéfice des sociétés multinationales, se fait sans l'Europe, et même contre elle. Si l'Europe ne secoue pas sa torpeur, il est à craindre que les Etats-membres ne soient contraints de faire appel à des mesures protectionnistes importantes. La construction européenne serait alors menacée.

Pour relever les défis, l'Europe doit se montrer active, volontariste, assurer le développement des industries qui présentent un intérêt stratégique dans la compétition internationale et renforcer les liens de coopération avec les pays en développement.

Pour relever les défis, l'Europe doit encore étendre l'espace européen au domaine social, comme le Président de la République l'a indiqué à ses collègues au dernier Conseil européen de Luxembourg. Le Gouvemement cherchera à donner rapidement corps à l'espace social européen grâce à la recherche d'une harmonisation progressive des conditions de travail et des droits des travailleurs dans la Communauté.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Mais l'importance que le Gouvemement attache aux affaires communautaires ne signifie pas pour autant que la France ne tiendra pas le rôle qui lui revient dans les relations internationales.

Notre action diplomatique s'inspirera d'un certain nombre d'impératifs. Je voudrais insister sur trois d'entre eux : tenir notre place dans le monde ; lutter pour lés respects du droit ;

promouvoir la solidarité intemationale.

Nous sommes comptables d'un héritage dont nous devons maintenir et amplifier les meilleurs éléments. Respectueuse d'elle-même, la France honorera tous les engagements qu'elle a pris et ne décevra pas l'attente de ceux qui ont trouvé en elle un partenaire loyal. Je pense en particulier à tous ces pays d'Afrique avec lesquels les accidents de l'histoire, mais aussi ses élans généreux, ont tissé des liens particuliers.

La même fidélité nous amène à réaffirmer l'importance que nous attachons aux réseau d'amitiés ou d'alliances qui nous lient à d'autres nations de par le monde. Aux premiers rangs de nos alliés figurent, naturellement, les Etats-Unis d'Amérique et nos autres partenaires de l'Alliance atlantique. Cette Alliance ne représente pas seulement, pour nous, un moyen de la sécurité collective. Elle est aussi une communauté humaine à l'intérieur de laquelle nous nous inscrivons, par un acte libre, et dans laquelle nous entendons assumer en toute indépendance, notre politique intérieure.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes).

Dans le même temps, la France ne peut tenir sa place dans le monde que si son indépendance, sa sécurité, sa prospérité économique sont garanties par ses propres efforts. C'est pourquoi je tiens à rappeler solennellement notre attachement à tous les efforts que notre pays a accomplis pour se doter des moyens de son indépendance, et en particulier des moyens militaires. Cet effort sera poursuivi afin que notre politique de défense, qui est fondée sur une capacité nationale de dissuasion, demeure la garantie ultime de notre souveraineté.

M. Jacques Baumel

Quel ralliement!

M. le Premier ministre

En particulier, la France ne prendra aucun retard dans la course technologique permanente qui est engagée à ce niveau.

Tous les motifs d'inquiétude ne sont malheureusemem pas écartés. Ils tiennent notamment à l'accroissement ininterrompu du potentiel militaire de l'Union soviétique, qui se manifeste aujourd'hui dans le domaine des armes à moyenne portée menaçant directement l'Europe occidentale.

(Applaudissements sur les bancs de l'UDF et sur quelques bancs du RPR).

Nous avons dit que nos alliés européens ne sauraient céder à l'intimidation, et que les équilibres stratégiques globaux doivent être sauvegardés.

La défense de la paix ne passe pas par le neutralisme mais par l'équilibre des forces. Si cet équilibre est rompu, un effort supplémentaire doit être engagé pour le rétablir. Ce n'est en effet qu'en situation d'équilibre des forces que des négociations peuvent aboutir.

(Applaudissements sur de nombreux bancs des socialistes, de l'UDF et sur divers bancs du RPR).

Ces négociations, bien sûr, doivent tendre à une diminution du niveau des armements.

Nous devons aussi lutter pour le respect du droit. Cela signifie que la France cherchera à avoir une attitude exemplaire et écartera délibérément les compromissions, la tyrannie des intérêts immédiats, pour montrer la voie qui conduit au respect des principes fondamentaux de la vie internationale. Elle affirmera avec fermeté le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'indépendance, la souveraineté et la sécurité pour les Etats, le droit au développement.

C'est ainsi que nous nous prononçons, avec nos partenaires européens, pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan...

> (Très bien! Très bien! et applaudissements sur de nombreux bancs de l'UDF et du RPR – Applaudissements sur les bancs des socialistes)

... pour l'exercice de l'autodétermination par le peuple afghan, et contre toute ingérence dans les affaires de ce pays. (Très bien! Très bien! sur divers bancs de l'UDF et du RPR).

Nous espérons que le dialogue entre la France et l'Union soviétique pourra bientôt retrouver un élan nouveau conforme aux relations traditionnelles d'amitié emre nos deux pays, qui ont l'un comme l'autre payé un lourd tribut au dernier conflit mondial.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

En Pologne, où s'accomplit de manière pacifique un effort de redressement et de renouveau porteur d'un immense espoir, nous sommes prêts, en liaison avec nos partenaires, à apporter notre concours. Nous affirmons notre refus de toute intervention ou ingérence étrangère quelles qu'en soient les motivations. Les problèmes de la Pologne doivent être résolus par les Polonais eux-mêmes.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes et sur quelques bancs de l'UDF).

Nous nous prononçons pour qu'au Proche-Orient, une solution négociée prenne effectivement en compte les intérêts légitimes de tous les Etats de la région, et, parmi eux, Israël, en reconnaissant leurs droits de vivre dans des frontières sûres et reconnues, et assurant aux Palestiniens le droit effectif à avoir une patrie.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

Nous nous prononçons pour qu'un Cambodge indépendant, débarrassé de la présence militaire étrangère, libre de choisir son propre gouvemement, retrouve la dignité à laquelle il a droit.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes).

Nous nous prononçons pour qu'en Amérique latine, le progrès social puisse triompher, dans le cadre d'institutions démo-

cratiques et sans que ces changements soient mis à profit de l'extérieur pour servir des affrontements aveugles, étrangers aux aspirations des peuples de la zone.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

M. Emmanuel Hamel

Très bien!

M. le Premier ministre

Nous nous prononçons aussi pour que tous les pays africains, conformément aux principes affirmés par l'Organisation de l'Unité africaine, puissent vivre en paix, à l'abri de l'agression et de l'ingérence étrangère. Dans ce domaine, la France assumera mieux qu'auparavant ses responsabilités dans le respect de la volonté et des imérêts de ses partenaires, et des principes universels dont je viens de parler.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes).

Ceci me conduit à vous dire enfin quelques mots sur notre troisième impératif : promouvoir la solidarité intenationale.

Le renchérissement des prix du pétrole, l'instabilité des cours des matières premières, la désorganisation du sytème monétaire imernational, ont le plus souvent aggravé la situation économique et sociale des pays en développement, sans que la politique d'aide des pays industrialisés ait connu une quelconque inflexion.

Le Gouvernement de la France, pour sa part, est déterminé à renforcer l'aide publique bilatérale et multilatérale au développement et à atteindre dans son intégralité l'objectif de 0.7 % du PNB.

(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

M. Emmanuel Hamel

Très bien!

M. le Premier ministre

Le Gouvernement cherchera, dans les discussions avec ses partenaires des pays industrialisés et des pays en développement, à promouvoir de nouveaux types de coopération internationale tels que les accords de produits et le fonds commun des matières premières.

Il est temps que les pays industrialisés manifestent concrètement leur volonté de renforcer leurs relations commerciales avec les Pays en développement. Le Gouvernement souscrit pleinement à la déclaration publiée à l'issue de la réunion ministérielle du Conseil de l'OCDE des 16 et 17 juin. Il voit dans la multiplication des échanges avec les Pays en développement, stimulée par une politique volontariste d'aide et de coopération, l'un des instruments majeurs du retour de l'économie mondiale à la croissance. Lors des prochaines réunions internationales, la France cherchera à faire prévaloir ces idées.

Par toutes ses actions, la France renouera avec une histoire qui explique, pour une large part, son audience dans le monde. Il n'y a pas de rayonnement de la France à l'étranger, c'est d'abord celle de la Révolution de 1789, celle de l'audace.

Aujourd'hui encore, la France peut proposer un modèle original de société et faire œuvre créatrice. Nous voulons que notre pays, en renouant avec sa tradition, porte haut et loin les valeurs des droits de l'homme, de la fraternité et de la compréhension des cultures des autres peuples.

Nous serons donc très attentifs au développement des échanges culturels, dans le cadre de la francophonie en particulier.

Nous développerons partout où cela est possible, les liens de la langue et de la culture porteurs de cette forme de civilisation à laquelle nous sommes attachés.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les objectifs, les moyens et le calendrier de l'action gouvernementale. Comme vous pouvez le constater, ce n'est pas le travail qui manque. Ni pour vous, ni pour nous. Je vous remercie d'ailleurs de votre patience.

Pour mener à bien ce programme, il faut que l'exécutif et le législatif oeuvrent de concert, dans un climat de loyauté et de confiance. Pour sceller notre volonté commune, un vote est indispensable.

(Aplaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).

C'est pourquoi j'ai obtenu, ce matin, du Conseil des ministres, l'autorisation d'engager, sur cette déclaration de politique générale, la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49 de la Constitution.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie.

(Mmes et MM. Les députés socialistes se lèvent – Vifs applaudissements prolongés sur les bancs des socialistes et des communistes)

PREMIER MINISTRE 22 juin 1981 LE DIRECTEUR ADJOINT DU CABINET CAB V copie R. LION Vous trouverez ci-joint un projet de découpage établi par Henri GUILLAUME et visant à préparer la déclaration de politique générale du Premier Ministre. Le nom du responsable de chaque partie est indiqué en face du sujet correspondant. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire parvenir, ainsi qu'à Robert LION, votre première "copie" pour jeudi soir 25 juin. Merci d'avance de vos efforts.

Entre cadrage et débordement

our avoir été souvent racontée, l'anecdote n'en demeure pas moins significative. Lorsqu'il s'installe à Matignon le 21 mai 1981, l'un des premiers visiteurs reçus par Pier-

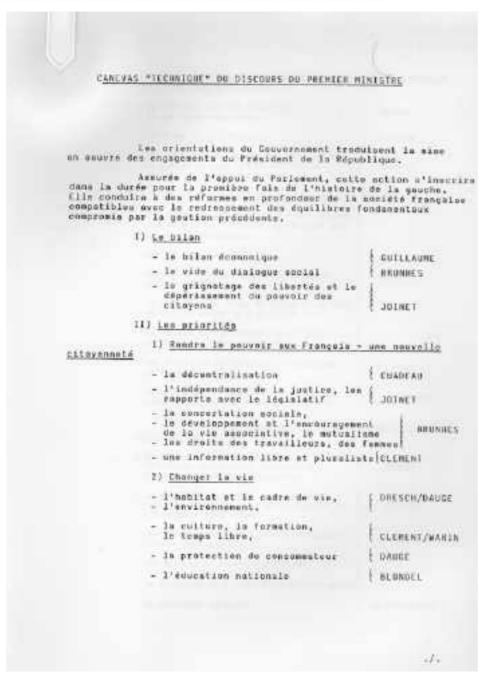
re Mauroy se nomme Marceau Long. Il est secrétaire général du gouvernement. Son bureau se trouve au rez-de-chaussée de l'hôtel occupé par le Premier ministre. À la main il tient un parapheur contenant les décrets nécessaires à la mise en œuvre des futures élections législatives. Ignorant les intentions des nouveaux dirigeants, il a prévu deux calendriers : l'un a effet immédiat, l'autre un peu moins tendu. François

Mitterrand choisira de précipiter les échéances.

À peine sortie de la campagne présidentielle, la gauche replonge donc dans une nouvelle campagne électorale, de terrain celle-là puisqu'il s'agit



Thierry
Pfister
Ancien
conseiller
auprès du
Premier
ministre de
1981 à 1984



Note préparatoire au discours de politique générale - 22 juin 1981.

de désigner les députés. Autant dire que pendant le mois correspondant à la vie du premier gouvernement Mauroy, les ministères demeureront sinon vides du moins épisodiquement peuplés par des titulaires surtout préoccupés par ce qui se passe dans les cir-

"Cette période intermédiaire continue de ressembler davantage à l'affrontement avec un adversaire, qu'à l'installation dans une gestion gouvernementale."

conscriptions de leur département. D'autant qu'ils savent qu'une redistribution des portefeuilles interviendra à l'issue du scrutin et que certains d'entre eux ont une claire conscience du caractère éphémère de la situation.

Dans le même temps, à la demande expresse du chef de l'État, le nouveau pouvoir s'attache à montrer qu'il existe, à assurer sa visibilité. Concrètement, cela signifie qu'il convient de brandir ostensiblement les signes extérieurs de la puissance publique : réceptions par les préfets, escortes, honneurs militaires, ... Il s'agit de montrer non seulement au pays mais aux militants de gauche eux-mêmes que la symbolique s'est modifiée, que les territoires hier perçus comme hostiles doivent être aujourd'hui investis, que les fonctionnaires d'autorité ne sont plus des adversaires mais des exécutants, que les institutions ne doivent plus être contestées mais utilisées.

Cette pédagogie par l'exemple conduit le chef du gouvernement et ses ministres à multiplier les déplacements à travers le pays, mêlant — il faut en convenir — de manière inextricable la puissance de l'État à la campagne partisane.

Dès lors, même si la gauche est en principe au pouvoir et en charge du gouvernement, cette période intermédiaire continue de ressembler davantage à l'affrontement avec un adversaire, par ailleurs KO debout, qu'à l'installation dans une gestion gouvernementale. En conséquence, élaborer, par exemple, un ordre du jour pour le conseil des ministres relève presque de l'exploit. Le gouvernement n'a pas de textes significatifs à adopter. Ils ne sont pas prêts. Pas question, comme pour les alternances qui suivront, de sortir des tiroirs des projets en

THIERRY PFISTER

	- 7
5) Promuseur un effort de sol favour des plus défavorisés.	idarité nationale en
- revalurator los bos saleiros -) la politique saleirale,)	BRUNICS
- réfumes de la fincalité)	LEBEDUE
 les eméragements du système de protuctios en vue d'une plus grande efficacité occisie et financière 	n } manus
43 line politique économique po	or 1'esploi
 les mésures à échéance 1982 - une relanc progressive de l'économie n'altérant pas les grands équilibres, 	
- las amplote publice,	1
- une refeate des pactes - la formation professionnalie,	BRINKS
- la réduction du tempe de travail, la Sin équipe, la retruite à solimente une	• 1
- la réforme du financement des charges nuciales, la taxe professionnelle	1
- les économies d'énergies, le politique de l'émengie) MANUEL
 la reconquête du marché intérieur, une politique active du commerce extérieur 	} WILLAM
5) Le renfercement de l'appare politique industrielle	il productif ; la
 un souteur public dynamique + ins matien lisations, une gestion automome of disantralisde du souteur public. 	mwat.
 Is politique du crédit z un système barcaire pluraliste : l'encoursquesent de l'épargne à long tereer 	TENEGRE
 les interventions de l'Etat + la planification décentralisée 	-) contrare
- Ive mecorpo en Facouz des PMI-PME	1
- Is recharche at I'innavation technologic	PANDIL.
- la politique agricula) in RERVASORIA
	y:-

Note préparatoire au discours de politique générale - 22 juin 1981.

attente. L'administration est paralysée. D'abord par la peur. Elle éprouve le sentiment d'avoir basculé dans l'inconnu et redoute une pluie de mutations voire de sanctions. Après tout, Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur de Valéry Giscard d'Estaing, n'avait-il pas annoncé qu'une élection de François

"Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur de Valéry Giscard d'Estaing, avait annoncé qu'une élection de François Mitterrand à la présidence de la République provoquerait l'arrivée des chars soviétiques place de la Concorde"

Mitterrand à la présidence de la République provoquerait l'arrivée des chars soviétiques place de la Concorde ? Ces outrances étaient partagées par une fraction non négligeable des élites dirigeantes et certains entrepreneurs ont même, à l'image d'un Bernard Arnault par exemple, choisi l'exil. C'est dans ce contexte que le geste de coopération compréhensive de Marceau Long prend toute sa valeur.

Le second motif de la paralysie administrative est que les services de l'État ignorent tout des questions qu'ils vont devoir traiter. Moduler les taux de TVA, bricoler la fiscalité, intervenir sur les aides sociales... ces cas de figure ont été tournés et retournés sous toutes les coutures et les diverses hypothèses étudiées et réétudiées. En revanche, sur la manière d'opérer la nationalisation du secteur bancaire ou de groupes industriels, l'administration n'a pas réfléchi.

Faute de mesures concrètes ou de textes législatifs élaborés, le règne du discours se poursuit donc, comme depuis un quart de siècle, comme dans l'opposition, ce " ministère de la parole ". Des propos qui peuvent admettre certains excès puisqu'ils ne sont que très partiellement soumis à la sanction des faits. Le passage de l'opposition au gouvernement n'est toujours pas opéré. Promesses flamboyantes, proclamations généreuses se succèdent, se superposent à un rythme échevelé. Et le phénomène se prolongera même après l'élection de la nouvelle Assemblée nationale. Il faudra des semaines, des mois, pour que cessent peu à peu les effets d'annonce intempestifs, les mesures lancées soudain au fil d'une émission de radio ou

6) Le calendrier	
	av
 mesures immédiates, loi de finances 82, négociations en cours jusqu'à la fin de l'année 	}
- plan de deux ans	GUILLAUME
- la nouvelle planification	{
7)Le rayonnement de la France da	ns le monde
- les grands objectifs de la diplomatie,) demandé au Quai d'Orsa
- la politique de défense,	et à la Défense
- les options européennes,	{
- la coopération et le tiers-monde	\
-) 6 fact de with	up p
-> 6 fact de uti	mp y
-) 6 fact to who	mp v
- 6 fact to whi	up v
) 6 fact de un	up y
-) 6 fact it with	mp v
-> 6 fact it with	up v
) a fact it with	up v
-) & fact it with	mp v

Note préparatoire au discours de politique générale - 22 juin 1981.

de télévision alors qu'elles n'ont pas été soumises aux arbitrages interministériels et donc intégrées dans les perspectives budgétaires.

Les membres du gouvernement les plus exposés à ce genre de dérapages sont ceux qui disposent des portefeuilles "Il faudra des mois, pour que cessent les mesures lancées au fil d'une émission alors qu'elles n'ont pas été soumises aux arbitrages interministériels et intégrées dans les perspectives budgétaires."

les plus marginaux, tous ces secrétaires d'État et ministres délégués qui, souvent, ne disposent d'aucun budget propre, donc d'aucune faculté réelle d'action, et qui se sentent tenus en lisière par le ministre dont ils dépendent. Ils n'ont, pour exister, que le miroir de la presse. Ils vont en user et en abuser au point parfois de s'y brûler les ailes en perdant toute crédibilité à force d'annoncer des événements qui ne se réalisent jamais.

Dans ce contexte, la déclaration de politique générale prononcée par Pierre Mauroy à la tribune de l'Assemblée nationale le 8 juillet 1981 apparaît comme le premier cadrage réel de la politique gouvernementale. Nul ne s'y trompe, ni les médias, ni surtout les ministres. Il est, pour eux, essentiel d'imposer dans ce texte leurs principaux objectifs, de les voir validés en quelque sorte et inscrits dans le programme législatif de la nouvelle majorité.

Le Premier ministre lui-même n'ignore rien de la portée de ce texte. Il sait que le point le plus délicat du programme qu'il lui revient de mettre en œuvre est constitué par les nationalisations. Non que lui-même en soit un chaud partisan. Deux ans plus tôt, lors du congrès socialiste de Metz, il avait, sans succès, plaidé pour plus de modération. Dans le climat d'alors, on se souvient comment Laurent Fabius avail répondu à Michel Rocard qu'entre le plan et le marché existe le socialisme...

Minoritaire au sein du PS, ayant manifesté ses réserves sur le maximalisme économique des propositions qui servirent de base à la campagne présidentielle, Pierre Mauroy se trouve, paradoxalement, en charge de leur mise en œuvre.



Note préparatoire au discours de politique générale - 29 juin 1981.

Car François Mitterrand a compris que, pour durer, il lui fallait surtout ne pas commencer par s'enfermer avec le carré de ses fidèles mais s'ouvrir pour rassembler, et d'abord les socialistes euxmêmes. Cette lucidité du président de la République ne sera, malheureusement, pas partagée par tous les siens

"Soucieux à la fois d'éviter un procès interne et de profiter du désarroi de la droite, Pierre Mauroy a, en matière de nationalisations, deux objectifs : appliquer le programme annoncé vite et complètement."

et, à partir du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, les surenchères ne tarderont pas, visant un Premier ministre suspect et plus ou moins perçu comme un usurpateur.

Soucieux à la fois d'éviter ce procès interne et de profiter du désarroi de la droite, Pierre Mauroy a, en matière de nationalisations, deux objectifs à ses yeux indissociables : appliquer le programme annoncé vite et complètement. Ces deux objectifs correspondent à un autre souci, majeur : remettre les entreprises concernées au travail. Car, bien sûr, l'incertitude pesant sur leur avenir n'est pas sans graves conséquences sur la gestion des banques et groupes industriels visés.

Dès le 30 juin 1981, Pierre Mauroy, qui connaît les réticences des principaux économistes de son cabinet, donne donc à ses collaborateurs des consignes claires : " La nationalisation sera faite le jour où je parlerai à l'Assemblée nationale. Nous devons passer à la hussarde, vite. Les grandes réformes se font toujours ainsi. "

Il se trouve que le raisonnement du chef du gouvernement, chaque ministre peut le reproduire dans son secteur, à son échelle. Avec ce facteur aggravant qu'à l'exception de Gaston Defferre et Alain Savary aucun des membres de la nouvelle équipe ne possède une expérience ministérielle. Comme la période se prête aux envolées historiques, au sentiment que des mesures irréversibles peuvent être mises en œuvre, bref, pour reprendre la célèbre formule de Jack Lang, que le pays " passe de l'ombre à la lumière ", aucun des membres de l'équipe de Pierre Mauroy n'est disposé à rater le coche. Ils ont suf-

fisamment de sens politique pour savoir que ce qui ne figurera pas dans la déclaration de politique générale n'aura plus aucune chance d'être réalisé au cours de la législature. Leur mobilisation est donc entière et leurs pressions d'une force et d'une constance insoupçonnable. Jamais sans doute une situation comparable n'a existé.

Or, il se trouve que, par un souci de démocratie qui l'honore, Pierre Mauroy avait invité ses ministres à lui fournir les éléments de cette déclaration de politique générale. Ni lui ni ses collaborateurs ne s'attendaient au raz-de-marée provoqué par cette trop généreuse initiative. Ce n'est pas un discours que le Premier ministre aurait pu écrire en rassemblant cette manne mais un fort volume de cinq cents pages! Même passées au crible des conseillers techniques de Matignon, ces contributions représentaient encore, au stade de la rédaction, quelques trois cents feuillets...

Le processus de sélection va être impitoyable et illustrer aussi une constante de cette période : la hâte. Tout se passe comme si le moteur de la machine gouvernementale s'était mis à fonctionner en sur-régime, avec les vibrations inquiétantes, les échauffements problématiques qui ne manquèrent pas d'en résulter.

Pour conserver l'exemple des nationalisations, ce n'est que quarante-huit heures avant de monter à la tribune de l'Assemblée nationale que le chef du gouvernement réunit à Matignon un comité interministériel pour sceller politiquement, non seulement avec les départements concernés mais avec les diverses composantes de sa majorité, le programme qu'il s'apprête à annoncer. Le reste des arbitrages résulte soit de l'autorité des conseillers, soit de la pugnacité des ministres mais aussi des hasards de la rédaction. Sans cesse remanié, le texte devient l'enjeu d'une véritable lutte de pouvoir où se distinguent un premier cercle : les privilégiés qui y ont accès et peuvent tenter d'imposer un paragraphe, de sauver un membre de phrase.

Pour ne prendre qu'un exemple, particulièrement significatif, le nouveau ministère du droit des femmes aspire — légitimement — à trouver place dans la déclaration du Premier ministre. Sa titulaire, qui a proposé une trentaine de feuillets pour résumer ce que devra être l'action gouvernementale dans ce secteur, va tenter jour après jour et presque

"Les membres de l'équipe de Pierre Mauroy ont suffisamment de sens politique pour savoir que ce qui ne figurera pas dans la déclaration de politique générale n'aura plus aucune chance d'être réalisé au cours de la législature."

heure par heure de savoir ce qui est retenu à Matignon de son texte. Il va commencer par fondre de moitié, puis par se réduire dans une première version complète du discours à 3 feuillets. Seulement, face au monstre de quelque 150 feuillets dactylographiés qui lui est proposé, Pierre Mauroy renâcle. Il convient de tailler à nouveau, encore et encore.

Les droits de la femme tombent à une page, puis trois paragraphes, enfin un seul. La ministre est effondrée. Elle n'est pourtant pas au bout de ses peines, même si, pendant son sejour à Matignon, le Premier ministre a soutenu sa ministre qui a réussi à faire adopter beaucoup de réformes.

Alors qu'il doit être présent à 15 heures à l'Assemblée nationale pour prononcer la déclaration de politique générale — que, simultanément, Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, lira à la tribune du Sénat — Pierre Mauroy s'isole vers 13 heures dans sa salle à manger pour un repas léger durant lequel il entend relire son texte, en prendre possession en le surlignant ou le soulignant afin de trouver son rythme d'orateur.

Effaré, il découvre que le texte atteint encore la centaine de feuillets et, saisissant son stylo, entreprend d'en biffer des passages en exigeant, deux heures avant qu'il ne soit prononcé, de le voir encore réduit d'un quart. Les droits de la femme, comme quelques autres départements ministériels, n'y résisteront pas et disparaîtront corps et biens.

Le lendemain, la réponse du Premier ministre aux inter-

ventions des porte-parole des divers groupes de l'Assemblée nationale offrira l'occasion d'une session de rattrapage pour certains sacrifiés de la déclaration liminaire. Ce fut le cas notamment pour la Mer et le Temps libre...

À l'époque, Matignon n'était pas encore équipé de traitements de textes. Les vingt-cinq feuillets sacrifiés en dernière heure exigent donc un tour de force du secrétariat qui doit retaper, couper, coller... Le service de presse — catastrophé — sait déjà qu'il ne sera pas en mesure de fournir un texte aux journalistes lorsque le Premier ministre montera à la tribune. Quant au ministre de l'Intérieur, il ne décolère pas, furieux de ne pas être déjà en possession du texte qu'il va lui falloir lire devant les sénateurs. De fait, il le découvrira au fur et à mesure qu'il le prononcera. Une découverte qui commence au demeurant bien mal puisque, lorsqu'il ouvre le dossier qu'une attachée parlementaire du Premier ministre lui a apporté au palais du Luxembourg, Gaston Defferre doit constater... qu'il manque le premier feuillet du discours de Pierre Mauroy!

La déclaration de politique générale illustre, dans sa forme même, les contradictions de cette période. Elle allie en effet l'incantation quasi mystique de l'exorde, la promesse d'une nouvelle " civilisation ", à une litanie catégorielle de mesures qui est la loi du genre. Ou, plus exactement, d'orientations car, là encore, la nature exacte des dispositions qui seront arrêtées demeure sinon inconnue du moins floue. D'ailleurs, à se replonger ainsi, à vingt années de distance, dans les joutes poli-

" La déclaration de politique générale illustre les contradictions de cette période. Elle allie en effet l'incantation quasi mystique de l'exorde, la promesse d'une nouvelle " civilisation ", à une litanie catégorielle de mesures " tiques, un vertige survient, illustré par l'échange entre Jean-Claude Gaudin, actuel maire de Marseille et à l'époque, premier orateur de l'opposition à répondre au Premier ministre, et Pierre Mauroy. Pour l'un, la France courait le risque " à l'horizon de l'an 2000 " d'avoir " totalement basculé dans un

régime collectiviste ". L'autre rappelait, en réponse, que " d'ici là les Français auront de multiples occasions de s'exprimer démocratiquement par le suffrage universel ". C'est ce qu'ils ont fait et, l'an 2000 venu, le visage qu'offre la France ne correspond ni à ce qu'imaginait Jean-Claude Gaudin ni à ce que développait Pierre Mauroy. En particulier, le noyau dur du discours du 8 juillet 1981, le fameux programme de nationalisations, thème sur lequel la gauche s'était empoignée durant toute la décennie 70 au point même de faire échouer l'actualisation de son "programme commun", apparaît aujour-d'hui comme lointain, irréel, presque comme une survivance historique.

Comme quoi la part de l'incantation dans la vie politique demeure souvent essentielle. D'où la vanité et l'importance capitale du discours. Le paradoxe n'est qu'apparent. c



Pierre Mauroy à la tribune de l'Assemblée nationale - 8 juillet 1981. Photo : AFP.

L'état de grâce : de l'événement à l'image

e 10 mai 1981, sur Antenne 2, Jean-Pierre Elkabbach et Etienne Mougeotte commencent un compte à rebours, dès 19h58, usant de quelques remarques pour faire passer

les secondes. 20h : simultanément toutes les chaînes de télévision et les radios livrent le résultat. Sur les écrans de la seconde chaîne nationale, un visage rosâtre sur fond bleu apparaît lentement : " François Mitterrand est le nouveau président de la République ", déclare Elkabbach dont déjà les militants communistes et socialistes prévoient l'éclipse.

Cette scène est sans conteste la première d'une série qui a marqué la mémoire collective hexagonale. Toutes sont demeurées autant de jalons dans la pensée d'une génération frappée par l'accession de la gauche au pouvoir. Passées à l'image, elles sont devenues des "clichés" figurant le premier âge de l'ère socia-

Fabrice d'Almeida Maître de conférence, Université Paris X-Nanterre. "La victoire socialiste de 1981 a rendu la démocratie française crédible et tangible pour toute une France populaire, persuadée que la Ve République ne serait jamais qu'un Etat policier, gouverné par la droite." liste. Elles ne sont pas seulement les témoins éphémères d'une époque révolue ou les simples archives d'une histoire en construction. En tant que clichés, ces images vivent dans les esprits et balisent les représentations associées aux mots "arrivée au pouvoir". Car à n'en pas douter la victoire socialiste de

1981 a rendu la démocratie française crédible et tangible pour toute une France populaire, persuadée que la Ve République ne serait jamais qu'un Etat policier, gouverné par la droite. Le charme de cet événement et des images qui le rappellent tient dans la puissance des espoirs soulevés. Il survit par-delà les difficultés des restructurations et les vicissitudes des années qui suivirent, la longue crise de l'emploi français.

Retrouver l'état de grâce, et regarder ses images, revient ainsi à reconstruire un futur occulté, une utopie réalisée mais restée inachevée. L'état de grâce et ses rites¹ se trouvent au carrefour d'un changement de valeurs : dernier sursaut de la conception sacrale du politique et première affirmation de la société de communication. De là surgit l'optimisme d'une volonté de "changer la vie" tempéré, dirait Gramsci, par le pessimisme de la raison gouvernante et médiatique. Une interrogation, sur le temps et les étranges imbrications entre icônes et événements, découle de cette tension. Dans le direct, l'image canalise l'instant. Dans la durée, elle oriente la compréhension même des situations. Direct et différé s'offrent ainsi comme les modalités essentielles de la construction des mémoires historiques et de la temporalité politique.

Direct

Je me souviens est le titre d'un livre où Georges Pérec a réuni des souvenirs, tantôt personnels, tantôt industriels, sous la forme de brèves sentences. Je me souviens. Plusieurs générations se souviennent du 10 mai 1981 et sont capables de restituer leur emploi du temps à la minute près ce jourlà. La télévision et les archives de l'INA comme celles d'autres institutions où l'événement fut enregistré permettent au curieux et à l'historien de revivre la journée du 10 mai². L'emploi du temps politique est classique. Le ministère de l'Intérieur donnait les indications de participation à mi-journée puis vers 17h. A 20h seulement les indications sur les résultats des candidats affluaient.

La soirée électorale est le moment clé de l'événement pris en charge par les médias et diffusé à la quasi-totalité des Français. Paris était désert vers 20 heures tout comme la plupart des grandes villes. L'attente était manifeste. Déjà, en 1974, la situation était identique. En 1981, le suspense se nourrissait du travail des présentateurs qui connaissaient, eux, les premières tendances : IPSOS avait des résultats fiables à 17h et la SOFRES les confirmait. Jean-Marie Cavada, ouvrant l'émission spéciale de TF1 vers 19h50, conseillait de rester devant les écrans pour ne pas manquer l'événement.

En direct : dans le studio d'Antenne 2, Elkabbach tient fermement la barre de sa soirée. "Dans 38 secondes nous allons vous dévoiler le nom (...). Nous vivons ensemble un moment décisif", lâche-t-il. Immédiatement après l'annonce de la victoire de la gauche, commence le flot des commentaires. Les 120 techniciens de la chaîne et les journalistes répartis sur les différents sites de référence sont mis à contribution. Jacques Merlino se trouve au siège du PS, rue de Solférino, et déclare avant quiconque qu'un rassemblement est prévu à la Bastille. Le journaliste crée, ce faisant,



Rencontre
PS-PCF.
Côté
socialiste,
de gauche
à droite:
Michel de la
Fournière,
Michel
Charzat,
Jean
Poperen,
Lionel
Jospin,
Paul Quilès.
En face,
côté
communiste:
Paul
Laurent,
Maxime
Gremetz,
George
Marchais,
Charles
Fiterman 2 juin
1981.

Photo : FJJ-MPG l'événement avant même la déclaration de Lionel Jospin, le Prèmier secrétaire du parti : les places s'emplissent. Paul Amar, rue de Marignan, au QG de Valéry Giscard d'Estaing constate la tristesse et l'amertume des jeunes gens qui l'entourent. Plus tard dans la soirée, ces derniers, en larmes, entonnent le chant du départ, comme un cri de défense avant de se séparer dans l'abattement d'une première défaite. Jamais l'image des deux France n'a été si bien illustrée. L'une chante, l'autre pas, dirait Agnès Varda.

Pendant ce temps, place de la Bastille, les camions de matériel arrivent. Les techniciens aidés de quelques militants installent en hâte le podium et organisent l'espace pour la fête. Lionel Jospin a lancé son appel à venir partager la joie des socialistes dans cette vieille enceinte populaire. Sur la place affluent les premiers badauds, sympathisants, militants ou indifférents, mais amateurs de liesse. En 1974, les giscardiens avaient klaxonné dans les rues et s'étaient massés place de la Concorde et devant le domicile de Giscard. Certains s'en souviennent et comparent l'atmosphère qui leur semble plus électrique et joyeuse à la Bastille.

La fête présidentielle tourne au rite d'inversion. La masse prend le pouvoir fictivement pendant la brève vacance de légitimité. 1974 rejoue pour renforcer 1981. Les mitterrandistes en 1988 tentent de rejouer la scène : elle n'a pas le même entrain. En 1995, les chiraquiens réussissent à attirer une foule considérable et à métamorphoser la victoire de la droite en un élan populaire. Le coup médiatique était préparé pour faire oublier la Bastille. Le podium se tenait à la Concorde. Les slogans de 1995 sonnent comme un jeu :

"-Le speaker sur la scène : Je vous dis un prénom, vous me dites le nom. Jacques ?

-La foule hurlante : Chirac".

Le direct de 1981 donnait à entendre le même culte de la personnalité victorieuse pour l'autre camp. Alternent les "Mitterrand, Mitterrand, Mitterrand" et les "On a gagné (bis)".

Jacques Merlino, pour Antenne 2, a suivi le mouvement le 10 mai vers 21 " Jamais l'image des deux France n'a été si bien illustrée. L'une chante, l'autre pas. "

h. Le journaliste s'est rendu place de la Bastille pour couvrir l'événement. Il décrit la foule et la scène, soulignant la gaieté. Michel Rocard apparaît debout sur l'estrade. "C'est une grande victoire", clame-t-il au public qui ne demande qu'à applaudir. D'autres leaders parlent, Jean-Pierre Cot, Gilles Martinet. Pierre Juquin oublie son intelligence de normalien et prononce une tirade accablante qu'il ponctue de "Vive la victoire". Huguette Bouchardeau en imperméable et sac en bandoulière, une main dans la poche, l'autre tenant le micro, fait son petit tour.

La pluie tombe. Il faut abriter les instruments des musiciens. On l'a oublié et on ne l'entend pas à la télévision, mais le slogan éphémère était devenu : "Mitterrand, du soleil!". Le public met des cartons pour se protéger des gouttes. Les émissions touchent à leur fin. Les commentateurs rappellent les résultats et l'événement : "François Mitterrand a été élu président de la République".

Sur TF1, les choses furent un peu différentes. Des leaders intervinrent dans le cours de l'émission. "Vive la vie" tonnait Pierre Mauroy, évoquant tour à tour le pauvre, le travailleur, la femme, le jeune... A tous, le Parti socialiste promettait le bonheur dans la liberté. Émouvant à son tour par sa raideur, le désir de maîtriser son comportement plus encore qu'à l'ordinaire, François Mitterrand avait fait une déclaration "Je mesure le poids de l'histoire...", commençait-il, affirmant qu'à travers lui "tout un peuple" était appelé à gouverner. Château-Chinon devenait le centre du monde. La nuit, la pluie, le sommeil.

En direct, le 10 mai s'achevait.

Le rendez-vous avec l'histoire n'est pas terminé. Pendant l'état de grâce, "le peuple de gauche" croit tous les jours vivre " Le 8 juillet, l'image à la Chambre avait un air de déjà vu alors que le programme brossé devant les parlementaires était inédit et s'inscrivait dans la logique d'un moment où tout paraissait possible." l'histoire et la bâtir par sa foi. Avec conscience, il achète le *Matin* de Paris, voire *Libération*. Il suit la désignation de Pierre Mauroy au poste de Premier ministre et la nomination du gouvernement d'union de la gauche, "la coalition socialo-communiste" pestent les gens de droite. Tout cela est vu en temps

réel. Les écrans rapportent une politique singularisée, exceptionnelle. Le 21 mai a lieu la passation des pouvoirs retransmise en direct, par tronçons : le soldat inconnu, la descente des Champs Elysées, la réception au palais présidentiel, celle à la mairie de Paris... Vient l'après-midi somptueux au Panthéon, le grand rendez-vous avec l'histoire, celle des grands hommes, dira Milan Kundera. Les élections législatives qui suivent apportent leur lot d'interviews et de retransmissions.

Le direct s'impose encore lors de la déclaration de politique générale de Pierre Mauroy, le 8 juillet. La diffusion de ces discours parlementaires était coutumière depuis la fin des années 1960. L'image à la Chambre restituait son contexte de fabrication. Elle avait un air de déjà vu alors que le programme brossé devant les parlementaires était inédit et s'inscrivait dans la logique d'un moment où tout paraissait possible, et où les Français faisaient largement confiance aux hommes de gauche.

Léger différé

Limages qui sont reproduites lors des journaux télévisés et dans la presse illustrée : la profusion du direct est ramenée à quelques secondes ou à un cliché essentiel, symbole de l'instant vécu pour informer. Ces programmes audiovisuels et ces publications fragmentent l'événement en une myriade d'ex-

traits dont le rapport à l'histoire est étonnamment loin des possibilités qu'offre le direct. Le différé léger, par son caractère reproductible, sort de l'exceptionnalité de l'instant. Un autre registre

" La profusion du direct est ramenée à quelques secondes ou à un cliché essentiel, symbole de l'instant vécu pour informer."

temporel s'ouvre. L'histoire y est secondaire par rapport à la notion d'information. Or l'information place les événements entre le passé, de l'action déroulée, et le présent, de la nouvelle qui se répand. Ces deux modalités supposent qu'une autre information remplacera celle qui vient d'être donnée. Les élections présidentielles, ou les législatives, sont des nouvelles, certes importantes, mais insérées dans un continuum fait d'autant de nouvelles qu'il y a de changement notables à l'échelle de la nation. A ce titre, les images illustrant ces nouvelles sont rapidement périssables. Un visage chasse l'autre avec son énoncé particulier. Le jeu des petites phrases bat son plein. Dans ce registre, se situent les affrontements oubliés entre représentants de la gauche et de la droite. Les étapes de l'entrée au gouvernement des ministres communistes, celle de la négociation entre les états-majors du PCF et du PS sont englouties à leur tour. Tandis que la droite offre le spectacle d'une querelle dérisoire pour la dépouille de leader de l'opposition, les journalistes alimentent la chronique en conjecture sur les noms des ministrables socialistes.

Les clichés se fixent à gauche sur quelques hommes au profil célèbre comme Gaston Defferre ou Jean-Pierre Chevènement, Alain Bombard ou Charles Hernu... Les photographies des ministres après leur nomination, avec leur visage figé encore inconnu du grand public, ajoutent un sentiment d'inédit. Ils entrent cependant dans l'ordre des choses.

Certains personnages passent au premier plan brusquement. Paul Quilès au congrès de Valence lance une sentence à la façon d'un Saint-Just sur l'épuration des hauts-fonctionnaires. Qui le connaissait dans le grand public ? La vague socialiste porte à la chambre des inconnus (pas tous jeunes et barbus comme le voudrait la mémoire collective³). Louis Mermaz préside l'Assemblée nationale et bénéficie désormais de la couverture médiatique routinière de l'Assemblée. A l'AFP, bien des dossiers nominaux de socialistes commencent à cette date pour la gauche française⁴.

Ces images en léger différé ancrent la période de l'état de grâce dans la continuité des pouvoirs. Leur caractère routinier et régulier renforce le sentiment d'une évolution contrairement à la révolution redoutée par quelques conservateurs soucieux de leur épargne. Exemplaire de ce glissement dans les habitudes politiques, la poursuite du rite de la sortie du conseil des ministres. L'habitude est devenue institution sous la Ve République : la sortie du conseil est un temps de rencontre entre les hommes politiques et les journalistes. Sur le perron de l'Elysée ou dans la cour, les membres du gouvernement se prêtent aux photographies et au film et lâchent parfois quelques mots. L'équipe Mauroy se prête volontiers à l'exercice avec le sourire amusée des débutants. "Un sourire M. le Ministre", "Par ici M. le Premier ministre", appellent les professionnels de l'image pour faire un bon shoot.

La monotonie du suivi politique change la perspective historique ouverte par le 10 mai. Elle ramène le temps de l'état de grâce à celui des échéances électorales et, par-là même, lui ôte sa dimension particulière, cette capacité à transcender le moment pour fixer la mémoire. Qui se souvient que l'affiche du PS pour les législatives du 14 et du 21 juin avait pour slogan : "La majorité de la France avec le Parti socialiste" ? L'image reprenait le petit village de "La Force tranquille" et l'inscrivait à l'horizon sur un fond de lumière éclatante débordant sur le bleu du ciel et le rouge du sol, au bas de l'affiche. L'objectif de Jacques Séguéla, devenu star lui-même, était de capitaliser de la sorte la sympathie dont jouissait le nouveau président. Une version marketing de l'état de grâce voulue par les hommes de RSCG, convaincus de l'importance de leur contribution à la victoi-

re. Les 480 candidats socialistes aux législatives devaient recevoir cette image et composer leur affiche en y ajoutant un portrait. Finalement, la campagne passe à la trappe de l'histoire et la victoire aux législatives, pourtant sans précédent sous la Ve République, ne retient que brièvement l'attention, juste le temps de se demander si le vote présidentiel serait confirmé. Les visages des nouveaux parlementaires sont plus graves que ceux de leurs prédécesseurs comme s'ils pensaient faire l'histoire. La vague de 1993 à la même caractéristique : l'idéologie fait perdre le sens de l'humour ⁵. Après les élections de juin 1981, l'affichage commercial est vite retiré. L'affichage sauvage s'estompe lentement. La pluie et le soleil prêtent main forte aux adversaires pour faire tomber en lambeaux ces traces de victoire. L'été occulte la campagne électorale. A la rentrée, seules quelques feuilles rescapées sont encore collées ça et là, soumises aux fluctuations des paysages urbains ou de la vie rurale. Bientôt tout disparaît alors que déjà les combats politiques changent d'âme et que la grâce présidentielle s'efface.

Différé

A vec le temps, la lecture de la prise de pouvoir par les socialistes change de profondeur. Elle inscrit l'événement dans une séquence de grandes heures de l'histoire de France. Les images jouent un rôle clé dans cette écriture.

La télévision a produit ses documentaires dont l'objet est parfois la célébration directe de la victoire de 1981 et d'autres fois l'exaltation d'une personnalité. Derniers en date, Patrick Rotman et Jean Lacouture ont réalisé, en 2001, un film en deux parties illustrant la vie de François Mitterrand. L'occasion était le 20e anniversaire de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Cette production s'arrêtait évidemment sur l'élection et en donnait les clichés saillants. La dimension bio-

graphique pesait sur la lecture de l'événement.

Avant eux, Serge Moatti -déjà réalisateur socialiste en 1981- avait fêté par un film le 10e anniversaire de la victoire de la gauche. Sa méthode différait quelque peu. Il cherchait à accumuler, par les documents d'archives et des témoignages subjectifs, tous les regards y compris de droite, sur la prise de pouvoir de la gauche. Très détaillé, son propos commençait par la soirée électorale, sur Antenne 2. Suivaient témoignages et documents d'archives. Jacques Attali, auquel il demandait ce que représentait 1981, répondait : un mélange "de gravité et d'audace".

D'autres médias se sont livrés à des exercices similaires. Toujours en 1991, France culture diffusa deux lundis de suite une émission d'histoire faite d'images sonores et d'entretiens avec des protagonistes. Louis Mermaz y racontait comment, alors qu'il marchait près de Mitterrand à peine élu, allant faire sa première déclaration officielle, il s'était brusquement senti écarté et avait perçu qu'un groupe inconnu entourait le nouveau Président de la République : "c'était l'appareil d'Etat qui prenait possession de son nouveau chef".

L'AFP, de son côté, a proposé à ses clients des images de cette époque en diverses occasions : lors de la réélection du président, pour le $10^{\rm e}$ anniversaire de l'arrivée au pouvoir, à l'occasion de la mort de François Mitterrand... La logique commémoratoire croisait ainsi les nécessités commerciales du travail de presse. Les rédactions reprenaient ces images pour satisfaire leur lectorat. Les autres agences de presse jouaient sur le même registre. Tant de journaux ont confectionné leur petit album d'images lors des occasions solennelles ou tragiques, comme le suicide de Pierre Bérégovoy, qu'un recensement serait trop long pour notre propos.

La numérisation des images facilite aujourd'hui le repérage de certaines parutions en presse. Le site de Corbis, par exemple, donne une idée des images offertes aux journaux. Le réseau internet est devenu un des lieux de conservation

de l'image des premiers beaux jours du socialisme. Les moteurs de recherche fournissent l'occasion de voir les prises les plus variées sur les protagonistes des élections et de la vie publique.

Cette documentation disparate produit l'épure de ce qu'un citoyen français du XXIe siècle peut retenir comme image de l'état de grâce. Avec le temps, en effet, disparaissent les longs temps d'antenne, les grands dossiers iconographiques et le désir de restituer l'action aussi fidèlement que possible. La narration de l'événement se concentre sur quelques figures obligées qui, nouées en faisceau, disent un temps révolu à l'allure désuète. Il prête pourtant encore à rêver par sa puissance utopique et sa capacité créatrice. La Bastille se retrouve ainsi dans tous les reportages et son souvenir inscrit le mai 1981 dans la logique de 1789 (la République au peuple) et de mai 1968 (la parole libérée, notamment sur les ondes). Le Panthéon avec la figure disparue de Mitterrand qui attache la gauche à ce monument, où dorment Jean Jaurès et Jean Moulin, réveillé peu avant par le lyrisme de Malraux. Le gouvernement Mauroy reste enfin le symbole de l'avènement d'une génération au pouvoir : Mauroy, Fabius, Cresson, Bérégovoy, Joxe, Lang, Questiau, Roudy...

Au-delà l'image se fait anecdote et donne à voir des figures singulières et des moments pittoresques. Mitterrand parlant de la structure du sol du Morvan pour expliquer l'humidité de la région alors qu'on lui annonce son élection et achevant en toute quiétude son propos. L'orage au soir de la victoire, partout évoqué. La passation de pouvoir avec Giscard à l'Elysée et l'échange confidentiel entre les deux hommes. Philippe Séguin le prit comme référence, en 1986, quand il succéda à Georgina Dufoix, nous rappelle un document filmé par Serge Moatti pour ses "Chroniques de Mars". Les roses du Panthéon et l'ironie d'une technique rompant la poésie de ces fleurs posées une à une. Les premiers déjeu-

"Les rites apparemment issus de la victoire socialiste sont devenus les étalons à partir desquels les citoyens jugent les pouvoirs politiques." ners à l'Elysée et les réactions du personnel, sur lesquelles les dirigeants socialistes se plaisent à revenir pour mieux souligner leur politesse, égale à celle des prédécesseurs de droite. Mendès France canonisé par un baiser...

Ces images, prétextes à la discussion et à la nostalgie, tournent au kaléidoscope. L'événement entré dans sa dimension intemporelle par la force du traitement historique engendre de nouvelles prises qui s'y agrègent. Les témoignages et les confidences des protagonistes interviewés par des enquêteurs eux-mêmes baignés dans l'époque forment autant de traces en écho de ce passé lointain, sans cesse mobilisé. La légende dorée de l'état de grâce et de ce qui devient en bloc l'année 1981 naît dans ce processus de construction d'un souvenir par fixation de la mémoire sur des supports visuels. La puissance évocatrice de l'événement en est décuplée.

Les rites apparemment issus de la victoire socialiste sont, de ce fait, devenus les étalons à partir desquels les citoyens jugent les pouvoirs politiques. La liesse de 1981 a fixé la nécessité de se réunir ensemble dans la rue quand le pouvoir change de mains. Place de l'Hôtel-de-Ville, une foule bigarrée est venue rendre hommage à Bertrand Delanoë, nouveau maire de Paris, au soir de son élection. Le Panthéon longtemps pensé comme désuet est redevenu un lieu ancré dans le débat contemporain. Les images de l'état de grâce ont donc ravivé une logique ritualiste qui replace la politique au sein des croyances sacrées de notre société. Cet-

" La liesse de 1981 a fixé la nécessité de se réunir ensemble dans la rue quand le pouvoir change de mains." te mystique alimente chaque nouvelle alternance, redonnant espoir à un peuple qui a renoncé à la religion mais garde foi en la magie des mobilisations collectives.

Pour une approche des rites contemporains, voir Martine Segalen, Rites et rituels contemporains, Paris, Nathan, 1998, 128 p.

²⁾⁻ Comme la plupart des matériaux politiques et des grandes campagnes, la soirée électorale du 10 mai est archivée à l'INA. On peut en trouver une sélection faite uniquement à partir des images d'Antenne 2 au Forum des images. Synthétique, cette version donne en 21 min un aperçu des 4 à 5 heures de programmation originelle.

³⁾⁻ Marc Abélès, Un ethnologue à l'Assemblée, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 119.

⁴⁾⁻ AFP, dossiers biographiques, fiches cartonnées de descriptif pour l'année 1981.

⁵⁾⁻ Après comptage du nombre de députés souriants dans les Notices et portraits de l'Assemblée nationale, depuis 1958.



Banc des au premier rang: Louis Le Pensec, charles Fiterman. Michel Rocard, André Labarrère ; deuxième rang: Jean Le Garec, Louis Mexandeau, Marcel Rigout.

Photo: AFF

L'esprit de l'alternance

n 1981, la gauche a gagné les élections présidentielle et législatives avec un slogan en forme de programme, " *Changer la* vie"! Mais que signifiait en 1981 ce socialisme du possible, ce

socialisme réformiste évoqué par ceux qui s'apprêtaient à occuper pour la première fois depuis 1958 les palais de la République? C'était naturellement, et avant toute chose, la volonté de travailler à une plus grande justice sociale, à un meilleur partage des richesses, à une nouvelle approche de la redistribution, à la mise œuvre d'une politique économique de crois-

sance, et, enfin, à des réformes de structures assurant un plus grand dynamisme de l'appareil de production, grâce essentiellement aux nationalisations.

Mai 1981 a fonctionné comme tous les moments forts de



Eric
Perraudeau
Historien, chargé
d'enseignement
en sciences
politiques
à l'Université
Paris-II

l'histoire de la gauche française, sur l'idée du commencement ou du recommencement absolu et a engendré spontanément la mise en scène d' une liturgie et d'un décor renvoyant au panthéon des gauches. L'arrivée de François Mitterrand à l'Elysée est exemplaire de cette accumulation d'emblèmes et de la mise en place d'un système de représentations politiques et symboliques par les différents protagonistes. Cette dramaturgie permettait en effet d'unifier le peuple de gauche, mais elle servit dans le même temps de catalyseur à la droite en lui permettant d'agiter l'épouvantail de la gauche "archaïque et collectiviste" arrivant aux affaires.

On se représente mal aujourd'hui, dans un pays habitué à l'alternance et aux transitions apaisées, la violence des réactions à l'annonce de la victoire de la gauche au soir du 10 mai. Se souvient-on seulement que le général Alain de Boissieu démissionna de ses fonctions de grand chancelier de la Légion d'Honneur pour ne pas avoir à décorer François Mitterrand? Se souvient-on des réactions du monde financier? Dès le 11 mai, les opérateurs financiers français et étrangers spéculèrent conjointement contre le franc. Sur le marché des changes, la devise tomba brutalement à son cours plancher au sein du SME, et la cotation des valeurs françaises fut interrompue. Le monde de la finance exprima sa défiance envers la gauche de la manière la plus spectaculaire qui soit. En 24 heures, un milliard de francs passèrent la frontière.

"On se représente mal aujourd'hui, la violence des réactions : se souvient-on seulement que le général Alain de Boissieu démissionna de ses fonctions de grand chancelier de la Légion d'Honneur pour ne pas avoir à décorer François Mitterrand."

Une certaine idée de la démocratie a donc vacillée pendant ces quelques jours : l'idée que l'alternance constituait un principe essentiel de la vie politique. La gauche avait été portée par une bonne moitié de Français. Mais elle effrayait l'autre moitié et engendrait des peurs irrationnelles relayées par certains titres de la presse parisienne. La gauche s'était mobilisée pendant vingt ans pour gagner

ces élections. Elle prenait pourtant conscience que le plus dur n'était pas derrière elle.

C'est dans ce contexte que Pierre Mauroy présenta le programme d'action du gouvernement devant les députés le 8 juillet 1981. Si la fonction de "Pierre Mauroy se devait de montrer à l'opinion publique et aux acteurs internationaux que la France vivait une évolution qui ne signifierait pas la révolution."

Premier ministre est naturellement codifiée par des règles constitutionnelles et des contraintes politiques fortes, chacun a laissé une empreinte et a marqué de son style son passage à Matignon. Or, dans les premières semaines de l'installation, le discours de politique générale du Premier ministre reste l'événement le plus important pour le gouvernement. L'image donnée à cette occasion est fondamentale. Il suffit de se souvenir l'épreuve subie par Edith Cresson, pour mesurer les inconvénients qu'il y a à trébucher sur cet exercice.

Le discours de politique général n'est cependant pas qu'un simple exercice oratoire. Il constitue avant tout une véritable feuille de route pour la majorité, un texte de référence auquel le gouvernement n'aura cesse de se reporter. Comme ses prédécesseurs, Pierre Mauroy y exposa ce que la gauche entend faire du pouvoir.

Or, " c'est à ce niveau sans doute que se situent pour la gauche française les obstacles les plus rudes, écrit quatre ans plus tard Pierre Mauroy. La gauche française au pouvoir est d'abord confrontée avec elle-même, avec ce qu'elle veut garder de son passé, avec ce qu'elle veut devenir dans l'avenir".

Ce discours visait aussi à donner une cohérence à la nouvelle majorité de l'Assemblée nationale, à marquer physiquement l'alternance, et à redonner du sens politique à l'action gouvernementale après une campagne électorale qui avait fini par étioler la perspective d'ensemble du programme de François Mitterrand. Enfin, Pierre Mauroy se devait de montrer à l'opinion publique et aux acteurs internationaux que la France vivait une transition tranquille. L'évolution ne signi-

firait pas la révolution. C'est la capacité même de la gauche à convaincre qu'elle peut gérer la France sans la conduire à la faillite qui était en jeu. Jacques Mallet affirmait ainsi, la veille du discours de Pierre Mauroy " L'avenir ? C'est la détérioration prévisible de la situation économique, monétaire et sociale de la France "2.

Le sens du pouvoir : la réforme et le progrès

Ci l'Elysée a très peu participé à la rédaction du discours de politique générale, et semble avoir porté une attention distraite à cet exercice3, le programme d'action du gouvernement était très largement la déclinaison législative des " 110 propositions " du candidat François Mitterrand. Comme le rappelèrent le Président de la République et le Premier ministre, la nature des relations entre l'exécutif et le législatif étaient claires et ne souffraient pas d'ambiguïté. Dans le message qu'il adresse le même jour au Parlement, François Mitterrand précise dès les premières phrases que " le changement [qu'il] a proposé au pays pendant la campagne présidentielle, que les Françaises et les Français ont approuvé, que la majorité de l'Assemblée nationale fait sien, commande désormais nos démarches "4. Pierre Mauroy sembla partager cette analyse. C'est en tout cas dans cette perspective qu'il replaça l'élection des députés. " En élisant (...) une large majorité parlementaire conforme à la majorité présidentielle, les Français ont voulu donner au changement force de loi. Cette espérance (...) qui est celle du peuple français, implique le strict respect des orientations proposées par le Président de la République. C'est l'ambition de votre Assemblée. Et c'est la charge de mon Gouvernement". La lecture des institutions proposées par le Chef de l'Etat et le Premier ministre épouse fidèlement l'esprit et la lettre de la constitution gaulliste, même

si l'un et l'autre souhaitent redonner de nouveaux pouvoirs aux assemblées et mieux associer les parlementaires à l'élaboration des textes de loi, conformément d'ailleurs au texte de la 46ème proposition du candidat Mitterrand⁵.

L'héritage et la mémoire

C'est dix ans avant l'élection de 1981, lors du congrès d'Epinay, que les socialistes ont pensé leur stratégie électorale et idéologique : l'union de la gauche et la rupture avec le capitalisme. Le programme commun présenté en 1972 reflétait cette volonté de rupture radicale avec le capitalisme dans une posture et une phraséologie qui surprendrait ou amuserait le lecteur d'aujourd'hui. "Le projet socialiste pour la France des années quatre-vingts" publié en 1980 s'inscrivait encore pleinement dans cette tradition⁶.

Ce n'est pourtant pas sur la base de ce texte que François Mitterrand décida d'articuler sa campagne. Avec l'adoption du "Manifeste" au congrès socialiste de janvier 1981, l'évolution des propositions socialistes était déjà sensible. Elle traduisait l'abandon progressif des postures radicales pour s'attacher à la rédaction d'un document qui puisse servir de contrat de législature. Les "110 propositions" marquèrent encore une nouvelle évolution dans la formulation politique du projet des socialistes, et une prise de distance avec le "Manifeste" du Parti socialiste. Le principe d'une rupture avec la société existante n'y était plus posé dans les même termes.

C'est le 8 janvier au soir que François Mitterrand demanda à Michel Charasse de préparer un programme clair, pour répondre à la fois aux " 131 points " de Georges Marchais, et le présenter au congrès du Parti socialiste qui était sur le point de ratifier sa candidature⁷. Ces " 110 propositions " constituaient désormais l'unique référence à gauche, et devenaient le seul document de référence pour la campagne de l'élection présidentielle et des élections législatives. Lorsque Valéry Giscard d'Estaing tentera au cours de la campagne de



s'appuyer sur des extraits du "Projet socialiste" pour dénoncer le programme de la gauche, François Mitterrand répliquera sèchement qu'il n'est engagé que par les " 110 propositions ". Elles constitueront donc le cahier des charges du gouvernement et la colonne vertébrale du discours de Pierre Mauroy.

" Les ' 110 propositions ' constituaient l'unique référence à gauche, et le seul document de référence pour la campagne de l'élection présidentielle et des élections législatives."

La conjugaison du parlementarisme rationalisé et du fait majoritaire assure désormais au gouvernement une domination sur le Parlement et éloigne la perspective de sa chute sur un vote de défiance. Mais cette maîtrise n'a pas modifié sous la cinquième République la nature de l'exercice du discours de politique générale des Premiers ministres. Mobiliser et galvaniser sa majorité reste une nécessité. L'intervention de Pierre Mauroy a une double visée pédagogique, endogène et exogène ; un message adressé à sa majorité, mais aussi à tous ceux qui, en France ou à l'étranger, s'inquiétèrent de ce changement.

Il s'attache donc en premier lieu à inscrire son action en référence au système de représentations et de valeurs partagés par le peuple de gauche. Il n'est pas de culture politique cohérente qui ne comprenne une représentation de la société idéale et des moyens d'y parvenir, des références historiques communes, des slogans qui agrègent autour d'une même dynamique les individus et les formations politiques qui constituent une coalition.

La première partie du discours de Pierre Mauroy est de ce point de vue exemplaire. Chacun sent bien qu'il est le témoin et l'acteur d'un moment historique. " Le 10 mai François Mitterrand avait rendez-vous avec l'Histoire, explique-t-il notamment. La gauche avait, de nouveau, rendez-vous avec la République. La France et la

gauche marchent désormais d'un même

" Elles constitueront le cahier des charges du gouvernement et la colonne vertébrale du discours de Pierre Mauroy." pas ". " François Mitterrand, poursuit-il, l'homme du rassemblement des socialistes, l'homme de l'union de toute la gauche (...), le porteur d'une espérance immense, à la mesure de l'Histoire et de la vocation de notre pays ". " Rarement en République, une majorité aura été (...) le mandataire d'une aussi grande espérance. (...) Elle est historique " martèle le Premier ministre.

L'évocation du dépôt de trois roses par le Président de la République permet à Pierre Mauroy de raviver cette mémoire collective⁸. " Trois roses dans la pénombre du Panthéon. Trois roses sur trois tombes, rappel bouleversant de notre *mémoire collective* " lance-t-il à la tribune, la voix grave. Une rose pour Jean Jaurès, une pour Jean Moulin, une pour Victor Schoelcher. Autant de séquences qui permettent au premier ministre d'inscrire la victoire du 10 mai dans l'héritage des gauches. " Née du cri de révolte et de dignité des premiers prolétaires face aux drames et aux échecs de la premier révolution industrielle, une idée de justice et de liberté a traversé le siècle aux côtés du peuple (...). Sur cette force sociale s'est bâti un pouvoir politique (...). Aujourd'hui, c'est autour de nous que se rassemble le peuple de gauche, la France du travail, comme hier Jean Moulin avait su rassembler le peuple de l'ombre, la France combattante (...). C'est tout naturellement que la mémoire collective de notre peuple associe les deux moments où la classe ouvrière a fêté la dignité retrouvée puis la liberté reconquise. Deux moments de réconciliation de la France avec elle-même ".

On peut rapprocher ces expressions de la première déclaration de François Mitterrand, le soir du 10 mai, qui évoque également cette rencontre entre la gauche et le pays. "Cette victoire est d'abord celle des forces de la jeunesse, des forces du travail, des forces de création, des forces du renouveau qui se sont rassemblées dans un grand élan national pour l'emploi, la paix, la liberté, thèmes qui furent ceux de ma campagne présidentielle et qui demeureront ceux de mon septen-

nat" déclare Mitterrand. " Elle est aussi celle (...) de ceux qui, dans chaque commune de France, chaque village, toute leur vie, ont espéré ce jour où leur pays viendrait enfin à leur rencontre "9.

Les premiers mots de Pierre Mauroy seront donc pour ce *peuple de gauche*, magnifié et exalté au travers des grandes figures du socialisme français. Mais " *son* "Avant même l'organisation des élections législatives, le premier gouvernement avait pris des mesures jugées urgentes : le SMIC, augmenté de 10% le 1^{er} juin 1981 ; le minimum vieillesse de 20% et les allocations familiales de 25% le 1^{er} juillet."

histoire et sa mémoire l'embarrassent plus qu'elles ne l'aident dans le nouveau rôle qui lui est imparti, estime Michel Winock, mais cette culture résiduelle qu'elles lui donnent garde une fonction identitaire dont bien d'autres formations politiques sont dépourvues "10. L'histoire politique de la gauche ne s'incarne pas seulement au travers de ses leaders charismatiques. Elle s'incarne avant tout dans un projet.

La relance économique

Avant même l'organisation des élections législatives, le premier gouvernement de Pierre Mauroy avait pris un certain nombre de mesures jugées urgentes. Leur but était de favoriser la baisse du chômage. A la différence de la politique suivie par Raymond Barre, la relance économique était fondée sur l'augmentation de la consommation et donc du pouvoir d'achat des Français.

Le SMIC, qui concernait alors un million de personnes fut augmenté de 10% le 1^{er} juin 1981. Le minimum vieillesse augmenta de 20% le 1^{er} juillet et les allocations familiales progressèrent de 25% ce qui profita à plus de 4 millions de familles. Enfin, l'allocation-logement devait progresser de 25% le 1^{er} décembre. En contrepartie de l'accroissement des charges des entreprises, les charges sociales furent allégées à titre exceptionnel. L'ensemble de ces mesures permit d'injecter dans l'économie française 8 à 9 milliards de francs pour l'année 1981.

D'autre part, dès le 10 juin, Pierre Mauroy annonça son

intention de créer près de 55 000 emplois dans les domaines public et social, en même temps qu'un effort supplémentaire était fait en faveur du "Pacte national "pour les jeunes. Une semaine plus tard, le gouvernement décida d'accorder des aides aux entreprises qui embaucheraient, avec l'espérance que 600 000 jeunes trouveraient du travail dès la rentrée grâce à ces mesures. Des mesures favorisant l'insertion professionnelle des femmes étaient également annoncées.

L'ensemble des ces mesures, évaluées à près de 7 milliards de francs, devaient être couvertes par des taxes et des impôts exceptionnels, pris sur les revenus les plus élevés, les frais généraux des sociétés, les profits des établissements bancaires et des compagnies pétrolières. Enfin, dès le 12 juin, des négociations avec le patronat furent engagées pour amorcer la réduction du temps de travail.

Cependant, la relance n'était en définitive que du domaine de la conjoncture économique. Ces mesures ne portaient en elles les promesses d'un vrai *changement*, mais seulement d'une réorganisation des priorités budgétaires de l'Etat. Elles traduisaient une autre conception de la répartition des fruits –ou de l'absence de ceux-ci- de la croissance. Elles illustraient la volonté de réduire les inégalités sociales et, dans une certaine mesure, elles furent la première traduction du slogan "Changer la vie ".

Mais le vrai changement, lui, devait se manifester autrement. Il devait s'exprimer " par des réformes de structure". Pour Pierre Mauroy, le " socle du changement " devait être constitué par trois ensembles de réformes : les nationalisations, la décentralisation et l'accroissement des droits des salariés.

" Sans les nationalisations, les socialistes étaient convaincus qu'ils ne seraient pas en situation d'infléchir durablement la politique économique du pays."

Les nationalisations

Quinze jours à peine après l'installation du gouvernement, la question des nationalisations avait été en partie tranchée.



Le Journal QRA, Lyon le 9 juillet 1981.

La 21 ème proposition de François Mitterrand sera scrupuleusement tenue¹¹. Si cette décision constitue assurément l'un des choix les plus attendus à gauche, les nationalisations n'étaient pas seulement du domaine du symbole. Elles traduisaient d'abord le respect des engagements pris lors de la campagne électorale et elles étaient surtout la manifestation éclatante du changement de société qui était entrepris.

Une autre motivation aux nationalisations était de caractère économique. Sans elles, les socialistes étaient convaincus qu'ils ne seraient pas en situation d'infléchir durablement la politique économique du pays. En opérant ces nationalisations, le gouvernement de Pierre Mauroy espérait avoir les moyens de lutter contre le chômage et de conduire une politique de restructuration industrielle. L'Etat devait se substituer au capitalisme privé défaillant. Pierre Mauroy insista particulièrement sur ce point : pour les investissements, la recherche, l'innovation technologique, le nouveau secteur public devait être le moteur de l'économie.

La mise en œuvre des nationalisations ne se sera pourtant pas faite sans d'importants débats internes. Ceux-ci portent sur deux points : le nombre de banques à nationaliser et la part de l'Etat (100% ou 51%) dans les entreprises qui rejoignent le secteur public. Jacques Delors, Michel Rocard, Claude Cheysson, Robert Badinter notamment étaient partisans d'une limitation du champ des nationalisations et estimaient inutile de réaliser une étatisation totale. Cette question n'était toujours pas tranchée lorsque Pierre Mauroy prononça son discours devant les députés. Prudemment, il n'évoqua pas ce point, et insista davantage sur la démarche.

Car, au-delà des désaccords, toute la gauche partage la conviction que ces nationalisations doivent permettre à l'Etat de mener une politique industrielle volontariste, cohérente et moderne. Le processus de nationalisation s'est achevé avec le vote de la loi du 2 février 1982.

Au total, la nationalisation concerna neuf groupes industriels –et non onze comme l'évoqua le Premier ministre lors du discours. Sept de façon complète et deux à 51%, Matra et Dassault. L'une des difficultés techniques, anticipées par le Premier ministre, concernait la situation des filiales de groupes internationaux, comme pour Bull dont le groupe américain Honeywell était actionnaire à 47%. La mise en œuvre des nationalisations fut d'autant plus complexe que ce n'était pas seulement les sociétés mères qui étaient nationalisées, mais l'ensemble des groupes. Ainsi, Saint-Gobin rassemblait 110 sociétés présentes dans 17 pays et dans dix branches industrielles. Dans le secteur bancaire, trente-six banques et deux compagnies financières, celle de Suez et celle de Paris et des Pays-Bas (Paribas) furent nationalisées conformément aux annonces du Premier ministre.

La décentralisation

Si les nationalisations constituèrent une des mesures les plus symboliques et les plus fortes du gouvernement de Pierre Mauroy, l'avenir montra que l'opposition, une fois au pouvoir, aurait la possibilité de défaire cet édifice. Il en va autrement avec les lois de décentralisation qui furent une " réforme dont les effets ont été immédiats, profonds et irréversibles "¹².

La 54^{ème} proposition de François Mitterrand indiquait que " la décentralisation de l'Etat sera prioritaire ". Il n'est pas anodin qu'elle ait été conduite et mise en œuvre par deux personnes –Pierre Mauroy et Gaston Defferre–, qui étaient maires de deux grandes villes. Pour le Premier ministre, la décentralisation doit " jeter les bases d'une "nouvelle citoyenneté"". Elle participait de cette espérance d'institutions en phase et en harmonie avec le peuple et d'une démocratie renouvelée. " Les votes récents des Français signifient qu'ils attendent un pouvoir qui ne soit pas seulement exercé par d'autres, poursuit Pierre Mauroy, mais exercé autrement". L'objectif est de donner aux citoyens les moyens de participer vraiment à l'organisation de leur vie quotidienne : " bâtir une "nouvelle citoyenneté", c'est d'abord rendre l'Etat aux citoyens (...). La nouvelle citoyenneté permettra-t-elle d'offrir à la démocratie quotidienne, partout où cela sera possible, de nouveaux espaces de liberté et de responsabilité?".

Avec la décentralisation, les présidents de conseils régionaux, généraux, et les maires recevaient l'intégralité du pouvoir exécutif jusqu'alors détenu par les préfets. Ces derniers perdant même leur titre¹³. " La suppression des préfets, expliqua Pierre Mauroy aux députés, vous sera proposé non par hostilité à un corps qui a constamment témoigné de son sens de l'Etat, mais par volonté de voir disparaître l'image d'une France centralisée à l'extrême, enfermée dans la rigidité de ses textes, de ses règlements et de ses circulaires".

Les conseils généraux et régionaux héritaient donc de pouvoirs et de fonctions qui étaient jusqu'ici du domaine de l'Etat, comme l'action sociale et la gestion des collèges pour les conseils généraux, la formation professionnelle, l'apprentissage, la construction des lycées ou l'aménagement du terri-

[&]quot; Il n'est pas anodin que la décentralisation ait été conduite et mise en œuvre par Pierre Mauroy et Gaston Defferre, maires de deux grandes villes."

toire pour les régions. Ces nouveaux pouvoirs nécessitaient que soit attribuées à ces différents échelons de nouvelles ressources financières pour qu'ils puissent faire face à ces responsabilités. Les départements et les régions reçurent donc des dotations de l'Etat, ainsi que le produit de certaines taxes comme la vignette automobile.

Lors de son intervention, Pierre Mauroy n'évoqua pas la question de l'évolution du statut de Paris. Or, le conflit avec l'opposition portera en grande partie sur la volonté du gouvernement d'étendre à Paris l'esprit de la décentralisation. La droite y voyait une manœuvre politique dirigée contre son maire, Jacques Chirac. Le texte définitif, voté le 31 décembre 1982, étendra finalement à Lyon et Marseille les nouvelles dispositions qui permettaient à ces trois villes de conserver leur entité, les maires d'arrondissement ne disposant pas de pouvoirs propres.

L'accroissement des droits des salariés

Le troisième élément de ce socle du changement porta sur l'accroissement des droits des salariés et notamment ce que l'on appellera les "Lois Auroux". L'ambition du gouvernement de Pierre Mauroy est à l'image des espérances de l'électorat de gauche: faire vivre le changement jusque dans le lieu de travail, espace symbolique s'il en est de tous les combats de la gauche. "Nous sommes résolus à promouvoir un progrès décisif de la démocratie économique et sociale, annonça Pierre Mauroy. Citoyens dans leur commune, les Français doivent l'être aussi sur leur lieu de travail". La volonté du gouvernement de promouvoir cette "nouvelle citoyenneté",

" Les " Lois Auroux ": faire vivre le changement jusque dans le lieu de travail, espace symbolique s'il en est de tous les combats de la gauche." cette démocratie quotidienne " n'aurait aucun sens si elle ne s'appliquait pas en priorité à la condition des travailleurs dans les entreprises " précisa le Premier ministre.

Les objectifs affichés sont triples : rééqui-

librer tout d'abord le capital et le travail en donnant au salaire une part plus importante et aux salariés plus de responsabilité dans l'entreprise ; reconnaître ensuite à chaque acteur de la vie sociale (employeur, cadres, travailleurs, organisations syndicales) son rôle propre et ses missions ; confier enfin à la négo-

"L'importance accordée
aux thèmes de la négociation
et du contrat traduit la culture
sociale-démocrate de Pierre
Mauroy, et le sens qu'il donne
à ce socialisme du possible
qu'il cherche à promouvoir."

ciation et au contrat l'organisation des relations dans le travail. " La France attend de ses entreprises tant de performances, de dynamisme, de productivité, d'innovation, qu'elle se doit, par morale et par efficacité, de garantir et de renforcer les droits de ceux dont l'effort (...) conditionne l'avenir même de la nation".

L'importance accordée dans son discours aux thèmes de la négociation et du contrat traduit la culture sociale-démocrate de Pierre Mauroy, et le sens qu'il donne à ce socialisme du possible qu'il cherche à promouvoir. "Il nous faut sortir d'une situation dans laquelle la négociation est encore l'exception. Les salaires, la politique de l'emploi, la formation, la durée du travail ou son organisation doivent faire l'objet de négociation entre les dirigeants et les sections syndicales de l'entreprise ". Répondant aux attaques de l'opposition sur " la gauche bureaucratique et dirigiste", Pierre Mauroy est amené à préciser sa pensée : " les liens contractuels renforcent le progrès économique et social ; le recours systématique à la loi, au règlement, à l'intervention des pouvoirs publics, entraîne irresponsabilité et rigidités".

La réduction de la durée du travail fut également l'un des objectifs de la nouvelle majorité. Cette réforme constituait naturellement un signe en direction des salariés et des classes populaires. Mais elle s'inscrivait avant tout dans " la guerre que nous menons contre le chômage " expliqua Pierre Mauroy à la tribune de l'Assemblée nationale. " Nous ne la gagnerons pas sans une forte réduction du temps de travail ". La

23ème proposition de François Mitterrand prévoyait de réduire progressivement la durée hebdomadaire du travail de 40 heures à 35 heures d'ici 1985, ce qu'annonça le Premier ministre aux députés. Les discussions qui suivirent, notamment au sein du gouvernement, montrèrent que la gauche était plus partagée sur cette question et que la rédaction de cette 23ème proposition était en définitive sibylline. Le Président de la République prendra de court une bonne partie des responsables syndicaux en arbitrant pour une réduction de la durée hebdomadaire du travail à 39 heures sans perte de salaire. Cette décision permit de mettre fin au débat passionné qui animait la majorité, mais bloqua immédiatement les quelques trois



Sud-Ouest, Bordeaux le 10 juillet 1981.

cents négociations de branches qui avaient été lancées sur la réduction de la durée du travail.

Parallèlement à la réduction de la durée du travail, Pierre Mauroy annonça l'abaissement de l'âge de la retraite, "Raymond Aron n'excluait pas que l'accession de la gauche au pouvoir annonce une évolution vers un régime de type 'démocratie populaire'."

conformément à la 82ème proposition du candidat socialiste. " Dans quelques semaines, le Gouvernement déposera un projet de loi cadre destiné à ramener à 60 ans l'âge de l'ouverture des droits à la retraite". Cette réforme représenta une évolution majeure pour les salariés et apporta un réel progrès pour les salariés modestes et les chômeurs en fin de droits. En revanche, le Premier ministre ne s'exprima pas à cette occasion sur la cinquième semaine de congés payés, évoquée pourtant dans les "100 propositions" et mise en œuvre au même moment.

Pierre Mauroy s'était donc attaché à rassurer sa majorité en présentant le calendrier des réformes prioritaires que le gouvernement allait mettre en œuvre dans le respect des "110 propositions". Mais il lui était également nécessaire de rassurer ceux qui manifestaient leur méfiance à la nouvelle équipe et disposaient de moyens pour gêner au quotidien l'action du gouvernent.

Une Révolution tranquille

Fille naturelle de la Révolution française et du mouvement ouvrier, la gauche a toujours lutté pour changer le pouvoir. Mais, à l'image du débat sur la participation dans les premières années du vingtième siècle, elle a longtemps été tiraillée entre deux approches antagonistes. Faut-il changer le régime ou faut-il changer de régime ? Le ralliement aux institutions n'a pas été le signe d'une concession à l'opinion publique ou un accident de l'histoire, mais bien le rattache-

neau m'a gratifié d'un « Salut et fraternité nouveau citoven »

ment à la tradition du libéralisme politique et l'abandon de l'idée que l'accession au pouvoir n'était qu'une étape, provisoire, pour réaliser la société socialiste.

Reste que dans l'imaginaire collectif, cette ambiguïté demeurait présente et constituait encore un levier puissant contre la gauche. La gauche devait donc rassurer, expliquer, convaincre que son arrivée au pouvoir n'était pas synonyme de chaos et de rupture, mais au contraire annonciatrice d'une révolution tranquille. Autrement dit d'une évolution. L'arrivée au pouvoir de la gauche se fera " sans révolte, démocratiquement, tranquillement, mais avec quelle force" s'exclame Pierre Mauroy. Dans deux domaines la gauche partait avec un handicap lourd dans l'opinion publique : les questions économiques et les relations internationales.

L'alliance avec le Parti communiste suscitait également de nombreuses inquiétudes chez une partie des Français et des intellectuels. Dans un article publié dans la revue Commentaire, Raymond Aron concluait: "Ce peuple, apparemment tranquille, est encore dangereux "14. Il est dangereux selon lui parce que le Parti socialiste avait accepté de conclure avec le Parti communiste, " le plus stalinien dans son style lors même qu'il prend ses distances par rapport à l'Union soviétique", un programme commun de gouvernement " qui prête à une interprétation révolutionnaire, à supposer qu'il ne l'impose pas ". Raymond Aron ajoutait que, malgré la rupture, si le Parti socialiste voulait aller " au bout de son programme pour obtenir les voix communistes au second tour ou la participation communiste au gouvernement, la France vivra des années de troubles, peut-être révolutionnaires, peut-être despotiques "15. Autrement dit, Aron n'excluait pas que l'accession de la gauche au pouvoir annonce une évolution vers un régime de type " démocratie populaire". Cette crainte, partagée par une partie de l'opinion, en dit long sur les a priori avec lesquels le gouvernement de Pierre Mauroy devait lutter.

C'est donc dans sur ces deux points que Pierre Mauroy s'efforça le 8 juillet d'apaiser les esprits.

Les passages sur la politique étrangère de la France et l'analyse géostratégique qui en ressort témoignent de l'attention que porta le couple de l'exécutif à cette question. Les propos du Premier ministre furent l'occasion d'affirmer un certain nombre de principes : "lutter pour le respect du droit; promouvoir la solidarité internationale". La gauche adressait un message rassurant. Elle s'estimait "comptable d'un héritage" dont elle voulait "maintenir et amplifier les meilleurs éléments". Le gouvernement assurera la continuité de l'Etat, et "la France honorera tous les engagements qu'elle a pris". Il affichait ostensiblement du même coup son autonomie visà-vis des communistes. Leur présence au gouvernement n'affecterait pas la conduite de la politique étrangère de la France¹⁶.

La gauche réaffirmait son attachement à ce que les Palestiniens aient une patrie. Mais Pierre Mauroy se prononçait également avec force pour "le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, pour l'exercice de l'autodétermination par le peuple afghan et contre toute ingérence dans les affaires de ce pays", et reprit les même termes pour évoquer le cas de la Pologne. Applaudissements nourris naturellement sur les bancs de l'opposition! La satisfaction se lisait aussi sur de nombreux visages lorsque le Premier ministre s'inquiéta de l'accroissement ininterrompu du potentiel militaire de l'Union soviétique.

Tout aussi significatifs, les propos de Pierre Mauroy approuvant la notion d'équilibre des forces comme préalable aux discussions sur la diminution du niveau des armements. La France ne peut tenir sa place dans le monde que si son indépendance, sa sécurité, sa prospérité économique sont garanties par ses propres efforts, affirma à plusieurs reprises François Mitterrand. "C'est pourquoi je tiens à rappeler solennellement,

indiqua Pierre Mauroy, notre attachement à tous les efforts que notre pays a accomplis pour se doter des moyens de son indépendance, et en particulier des moyens militaires ". La France ne prendra aucun retard dans la course technologique permanente qui est engagée à ce niveau.

Le principe d'équilibre des forces est donc bien posé. " La défense de la paix ne passe pas par le neutralisme mais par l'équilibre des forces. Si cet équilibre est rompu, un effort supplémentaire doit être engagé pour le rétablir ". C'est l'Union soviétique qui est ici visée, et qui augure de la crise sur les fusées SS 20. Cette théorie avait déjà été exposée par François Mitterrand en 1980 : " Les Russes possèdent avec les SS 20 un arsenal qui leur permet de gagner une guerre sans la faire. Il est de notre devoir de poser aujourd'hui la grave question de l'équilibre des forces en Europe (...). Les Russes négocieront d'autant mieux avec nous qu'ils nous estimeront, je veux dire qu'ils estimeront notre capacité à dire non quand il le faut "17.

Sur la scène internationale, le gouvernement veut faire passer un message clair et rassurant. Les divergences portent sur la méthode ou l'ordre des priorités, mais pas sur les grandes options majeures. La force de dissuasion, l'appartenance à l'alliance atlantique, l'engagement pour la construction européenne n'étaient pas remis en cause. L'évolution la plus notable reste naturellement la conversion des socialistes à la dissuasion nucléaire qui reste un point important de désaccord avec les communistes encore aujourd'hui. En matière de politique étrangère, la France présente une grande continuité que la gauche n'aura pas bouleversée fondamentalement, comme le rappelle opportunément le respect annoncé le 18 juillet 1981 des contrats de livraisons d'armes à destination de la Libye ou la mise en chantier du septième sousmarin nucléaire.

Conclusion

Dans l'histoire politique de la France, les élections de 1981 ont pris une importance toute particulière, puisqu'elles ont permis à François Mitterrand de réaliser un double septennat et à la gauche de gouverner quatorze ans ces vingt dernières années. Ces élections ont mis fin à une période de vingt-trois années où, en définitive, la même majorité avait gouverné la France sans interruption. Depuis l'Ancien régime, le pays n'avait jamais connu une période de continuité politique aussi longue.

Peu de choses avait préparé ce changement considérable, et il est probable que la gauche elle-même n'a pris conscience que dans les derniers jours de la campagne de ce que cela pouvait représenter. La gauche a remporté ces scrutins moins en raison de l'adhésion d'une majorité de Français à son programme qu'en raison d'un rejet de l'équipe sortante, d'une usure et d'une division de la droite. " Au sens strict, la gauche électorale restait minoritaire dans le pays " notait ainsi dès 1981 le politologue Gérard Grunberg¹⁸. Comme le fit remarquer François Goguel, les Français avaient donné aux socialistes la possibilité de transformer la société française, mais ne leur en avaient pas réellement donné le mandat¹⁹. Elle parvint cependant à surmonter cet obstacle. Le gouvernement de Pierre Mauroy aura étendu de nombreux droits sociaux, moderniser le tissu économique et social, vaincu l'inflation, amplifié l'ouverture de la France sur l'extérieur,

libérer l'audiovisuel et les radios, renforcer les droits des citoyens.

Le milieu des années 70 a été une période de basculement culturel de première importance pour la gauche, dont le discours de politique générale de Pierre Mauroy est l'une des manifestations les plus visibles. Une lecture attentive " Les Français avaient donné
aux socialistes la possibilité
de transformer la société française,
mais ne leur en avaient pas
réellement donné le mandat.
La gauche parvint à surmonter
cet obstacle."

" Pierre Mauroy donna à la politique un contenu, au pouvoir un sens, et aux socialistes la durée." des propos du Premier ministre montre que le Parti socialiste a déjà largement ouvert le chantier de ce que plusieurs ont appelé la "révision". Comme le remarque Lionel Jospin, il "n'a pas

commencé en 1981. Cette culture de la révision avait déjà marqué le nouveau parti socialiste sur deux points essentiels : l'acceptation des institutions de la cinquième République (...) et le ralliement à la dissuasion nucléaire "20. Pierre Mauroy, par petites touches successives, a donné un visage tangible à cette évolution.

Il est d'usage de faire remonter l'évolution du parti socialiste au 10 mai 1981 et de l'expliquer " par des concessions à des réalités imposées et la volonté de lever des obstacles sur la route du pouvoir "²¹. Certes! Mais le parti socialiste est déjà en mutation lorsqu'il accède aux responsabilités, et sa culture du gouvernement s'est forgée sur un discours qui subissait déjà des inflexions. La lecture vingt ans plus tard d'un texte politique est rarement flatteur pour l'auteur qui s'y soumet. Pourtant, la lecture du discours de Pierre Mauroy montre que c'est déjà l'intervention d'un homme d'Etat, qui s'inscrit dans la droite ligne des précédents discours de politique générale. Le fait qu'il soit à ce moment maire d'une des plus grandes ville de France n'y est probablement pas étranger. L'expérience et le sens du pragmatisme s'y exprime nettement.

On y trouve une habile conjugaison de rupture et de continuité qui évite pourtant l'écart entre les principes proclamés et les réalisations. Longtemps le Parti socialiste avait continué de se définir comme un parti révolutionnaire, tout en ayant une pratique différente. Il fallait alors " nier dans le langage ce que l'on concédait à la réalité, d'où ce double discours qui caractérisait les textes socialistes "22. La présentation du programme d'action du gouvernement aurait pu en être une parfaite illustration. Il n'en est rien. Certes,

la voie réformiste proposé par Pierre Mauroy était en ellemême marquée par la méthodologie révolutionnaire, notamment dans sa gestion du temps des réformes. Tout se passe comme si le gouvernement n'avait devant lui que trois ans, et devaient mettre en œuvre les "110 propositions " le plus rapidement possible. On retrouve là l'idée selon laquelle il faut agir vite et fort si l'on veut espérer pouvoir changer quelque chose. L'avalanche de texte présenté par le gouvernement pour la seule session parlementaire de 1981-1982 en témoigne. " Nos instruments de mesure, nos critères de jugement étaient faits pour des rythmes rapides, pour des passages éphémères" concède Lionel Jospin²³.

Loin des caricatures que l'opposition en fit à l'époque, ce premier discours de politique générale d'un Premier ministre socialiste sous la cinquième République su redonner une perspective claire au sens de la victoire de la gauche en 1981. Depuis toujours, gouverner en régime capitaliste et libéral ne pouvait être pour les socialistes qu'une "expérience". Ce n'est plus le cas après 1981. La perspective en est transformée et le gouvernement veut s'inscrire dans la durée.

Tel est le sens du discours de Pierre Mauroy qui donna à la fois une signification et une direction à la politique qu'il entendait conduire. Il donna à la politique un contenu, au pouvoir un sens, et aux socialistes la durée.

¹⁾⁻ Pierre Mauroy, "La gauche et le pouvoir", Revue politique et parlementaire, 1985

²⁾⁻ Jacques Mallet, Le Monde, 7 juillet 1981.

³⁾⁻ De manière symptomatique, Jacques Attali ne fait qu'une simple allusion au discours

- de Pierre Mauroy dans son journal tenu à l'Elysée. A la date du 8 juillet on peut y lire très simplement "Pierre Mauroy présente le programme de son gouvernement à l'Assemblée". In *Verbatim*, t.1 (1981-1986), Fayard, 1993, p 54.
- 4)- François Mitterrand, Message du Président de la République Française au Parlement,
 8 juillet 1981.
- 5)- "Le Parlement retrouvera ses droits constitutionnels. Le recours à l'usage du vote bloqué sera limité".
- 6)- " Il ne s'agit pas pour nous d'aménager le système capitaliste mais de lui en substituer un autre" peut-on lire notamment.
- 7)- Voir sur ce point Michel Charasse, 55, faubourg Saint-Honoré, Paris, Grasset et Fasquelle, 1996, p.21 et suivantes, ainsi que Pierre Favier et Michel Martin-Roland, La décennie Mitterrand, t1, p.108. Le lendemain matin, après y avoir passé toute la nuit, Michel Charasse apporta à François Mitterrand un programme de 300 propositions qui allaient être réduites à 110 dans les jours suivants. Il s'agissait donc d'un document de circonstance, mais à qui les circonstances allaient donner une importance déterminante pour la suite.
- 8)- La cérémonie du Panthéon le 21 mai représente selon Michel Winock " les noces de François Mitterrand avec le peuple de gauche". Cette cérémonie, écrit-il " émeut ou irrite selon les convictions, mais tous les Français ressentent alors un tournant de l'histoire –au moins de la Vème République". in la revue L'Histoire, avril 1991.
- 9) Déclaration reproduite dans Olivier Wieviorka et Christophe Prochasson, *La France du XXème siècle. Documents d'histoire*, Seuil, coll. Point histoire, p. 626-627.
- 10)- Michel Winock, "La culture politique des socialistes", in Les cultures politiques en France, Seuil, coll. L'hunivers historique, 1999, p 214.
- 11)- "Le secteur public sera élargi par la nationalisation des neuf groupes industriels prévus dans le Programme commun et le Programme socialiste, de la sidérurgie et des activités de l'armement et de l'espace financées sur fonds publics. La nationalisation du crédit et des assurances sera achevée ".
- 12)- Jean-Marie Colombani, Hugues Portelli, *Le double septennat de François Mitterrand. Dernier inventaire*, Grasset, 1995, p. 67
 - 13)- Qui leur sera rendu en 1986.
 - 14) Raymond Aron, Commentaire, "Incertitudes françaises", n°1, 1978
 - 15) Idem.
- 16)- Le 24 juin 1981, le Département d'Etat américain publia un communiqué indiquant que " tout en reconnaissant et respectant pleinement le droit du gouvernement de la France de déterminer sa propre composition, c'est un fait que le ton et le contenu de nos rapports en tant qu'alliés, seront affectés par l'arrivée des communistes dans ce gouvernement ".
- 17) François Mitterrand, *Ici et Maintenant*, cité par Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*, op.cit. p 228.
- 18)- Gérard Grunberg, "Causes et fragilités de la victoire socialiste", in 1981, les élections de l'alternance, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986 p.61.
- 19) Cité par Jean-Jacques Becker, *Crises et alternances (1947-1995)*, in Nouvelle histoire de la France contemporaine, t.19, Seuil, coll. Point histoire, p. 241.
 - 20) Lionel Jospin, L'invention du possible, Flammarion, 1991, p 96.

- 21)- Idem.
- 22) Idem, p 102
- 23) Idem.

Vingt ans après...

Entretien avec Pierre Mauroy

Gilles Finchelstein:

Deux décennies après, quels sont les souvenirs et les images que vous conservez de votre déclaration de politique générale, de ces deux heures de discours et de ces deux jours de séance ?

Pierre Mauroy:

Je garde un souvenir très précis de cette première fois où je suis monté à la tribune de l'Assemblée nationale pour prononcer un discours en tant que Premier ministre et, par conséquent, ouvrir une période nouvelle. Ce discours était évidemment très attendu. Il devait reprendre l'essentiel de notre

programme, mais il devait aussi aller au-delà et donner une indication sur le réalisme avec lequel nous allions gouverner. Aussi, j'ai relu avec plaisir mes propos sur la rigueur des temps, la nécessité de prendre en comp-



Pierre Mauroy Ancien Premier ministre, Sénateur, Président de la Fondation Jean-Jaurès.

te l'Europe et, sur le plan international, les critiques à l'encontre de la guerre de l'Union Soviétique en Afghanistan, la nécessité de trouver une solution pour ramener la paix au Moyen-Orient, ou l'accent qui est mis sur la nécessité d'une politique tout à fait nouvelle à l'égard du tiers-monde. Mais je pense que, à la lecture de ce texte, il est clair également que cette politique ouvre la perspective d'une nouvelle citoyenneté, par les lois de décentralisation mais aussi par l'ampleur des réformes sociétales. Je me dois enfin de noter que sur un point, celui des nationalisations, on est revenu sur bien des décisions qui avaient été prises...

GF: Telle est la lecture que vous faites vingt après, mais est-ce que vous conservez des souvenirs, soit de la préparation du discours, soit de la séance ?

PM: Oui, j'en ai gardé le souvenir, car très franchement, entre le 21 mai -jour où j'ai été désigné comme Premier ministre - et le 8 juillet, j'ai l'impression d'un emballement général qui m'a amené à Matignon, dans les tâches nouvelles que je découvrais ; sur le terrain, puisqu'il y a eu les deux tours des élections législatives, sans oublier la formation de deux gouvernements, et des événements aussi pressants que la Pologne. De plus, je crois que si on a conservé de cette période la formule de " l'état de grâce ", on a peut-être oublié " l'état de glace " qui caractérisait les relations entre la majorité et l'opposition... L'état de grâce n'a pas exclu, bien au contraire, la rudesse du combat politique -la droite agitait la perspective des chars soviétiques Place de la concorde ou de la mise en place d'un régime collectiviste...- si bien que cette déclaration avait aussi pour objet de désarmer ceux qui étaient sur des positions excessives.

Je veux dire aussi que ce discours était attendu par tous les ministres qui m'avaient sollicité pour que je puisse faire écho à leurs préoccupations. Autant dire que j'avais l'impression qu'il me fallait répondre à tout ! On m'avait d'ailleurs préparé un discours qui aurait dû durer des heures ! Mais on n'était ni à Moscou, ni Cuba, et il s'agissait quand même de rester dans le cadre de nos traditions françaises ...

GF: Justement, une question sur les modalités de préparation de ce discours. Dans C'est ici le chemin, vous évoquez ce que Thierry Pfister évoque également, c'est-à-dire les demandes qui ont été adressées à chaque ministre de préparer des textes, chacun dans leur propre secteur, pour cette déclaration de politique générale. Thierry Pfister décrit l'improvisation qui préside à la préparation de ce discours avec des coupes successives, y compris très peu de temps avant la lecture du discours. Entre les contributions de vos ministres, celles de vos collaborateurs, et compte tenu du calendrier, on a l'impression que le Président ne peut relire le texte lui-même. J'ai d'ailleurs été frappé en relisant le *Verbatim* de Jacques Attali, de constater que, à la date du 8 juillet 81, il y a trois pages sur les sujets les plus divers, et puis il y a une ligne : " Pierre Mauroy prononce sa déclaration de politique générale ". Ces impressions sont-elles fondées ?

PM: Oui, effectivement il y a l'Elysée, et il y a Matignon. Je dois dire que j'ai appris dans l'exercice du pouvoir comment Matignon était une passerelle de commandement, naturellement sous l'autorité du Président de la République.

Par ailleurs, j'ai toujours veillé à associer mes ministres. Je n'ai pas considéré que l'exercice du pouvoir était quelque chose de solitaire. J'avais le souci, par une longue pratique démocratique à l'intérieur d'un parti de gauche, d'associer tout le monde, si bien que je ne regrette pas d'avoir été un Premier ministre qui sollicitait ses ministres pour qu'ils m'adressent leur contribution. Je crois qu'il y avait là le signe d'une nouvelle pratique du pouvoir.

GF: Mais ça a pu également poser des problèmes ...

PM: Oui, c'est vrai, mais je crois que cette manière de faire a permis d'associer le plus grand nombre de ministres. Il faut ajouter cependant que, lorsque nous avons rencontré des difficultés, qui ont été grandes par la suite, j'ai dû proposer au Président de la République d'avoir un gouvernement plus resserré. Car Matignon est le lieu où l'on prend sans cesse des décisions, et la rapidité comme l'efficacité de ces décisions suppose une chaîne de commandement resserrée.

GF: J'en reviens au discours lui-même. Vous avez évoqué le fait que ce texte marquait " l'ouverture d'une période nouvelle ". Thierry Pfister dit " c'est le premier cadrage réel de l'action gouvernementale ". Est-ce que c'est le souvenir que vous en gardez ?

PM: La nécessité de cadrer l'action gouvernementale n'a pas été seulement l'une de mes préoccupations, mais l'un de mes sujets d'inquiétudes. J'avais parfaitement conscience qu'au parti socialiste, depuis des années, existait un mouvement général sur le thème " plus à gauche que moi tu meurs ", et notre volonté légitime d'alliance avec le parti communiste ne faisait qu'aggraver cette situation, d'autant que personne ou presque n'essayait de tempérer cette dérive parfois excessive. C'est la raison pour laquelle je n'avais pas cessé auprès de François Mitterrand d'appeler à la modération et, que j'avais estimé que Michel Rocard nous était bien utile dans l'action gouvernementale. A Metz, je n'avais pas été entendu. Je l'ai été davantage après Metz, François Mitterrand lui-même contribuant à ce cadrage en transformant le " projet socialiste " en 110 propositions. Je pense d'ailleurs que cette position de modération, qui était la mienne, a certainement été un des éléments qui l'ont amené à me choisir comme Premier ministre. Je fais cette réflexion tout en mesurant la relativité qu'il peut

y avoir entre ce qui s'est passé réellement et l'image que finalement l'on m'a quelquefois donnée.

GF : Est-ce que vous êtes d'accord quand Eric Perraudeau dit que vous vous êtes engagé dans " une voie réformiste marquée par la méthodologie révolutionnaire ", notamment dans votre rapport au temps ?

PM: La voix réformiste, sûrement! J'ai été élevé à l'école de la social-démocratie et une de mes fiertés est d'avoir été le premier Français Président de l'Internationale socialiste. Cette longue fréquentation des partis sociaux-démocrates européens m'avaient conduit à opter pour le réformisme. La réforme, toute la réforme, mais rien que la réforme. C'était véritablement, pour moi, la voie nouvelle de la société qui était la nôtre. Et pourtant, c'était l'école française du socialisme qui me l'avait aussi appris, il fallait rester dans le souffle de la mythologie révolutionnaire et de l'inspiration révolutionnaire. Notre peuple ne pouvait se satisfaire d'un réalisme trop court, il lui fallait nécessairement de l'affectif. Ces hommes et ses femmes qui ont toujours été dans l'opposition, qui ont toujours espéré le pouvoir sans jamais y parvenir pouvaient entendre le discours d'une politique raisonnable, à condition qu'elle corresponde au souffle de leurs combats et de leurs luttes.

GF: Je crois qu'il y avait autre chose dans cette idée de Eric Perraudeau : pas seulement la "mythologie "mais aussi la "méthodologie "révolutionnaire, c'est-à-dire pas seulement le style, mais aussi le rythme.

PM: Ce qu'il y avait peut-être de " révolutionnaire " c'était finalement l'accumulation de réformes. J'ai beaucoup pensé à cela, et j'en ai beaucoup discuté avec François Mitterrand. Nous avions posé comme postulat que si on n'était pas capable

de faire adopter les réformes les plus importantes à un rythme soutenu, on ne les ferait jamais voter. C'est la leçon -ou c'était la leçon-de toute notre histoire. C'était la leçon de 1848, de la Commune, surtout de 1936 ou même du gouvernement de la Libération. C'était d'ailleurs aussi la pensée de l'opposition et on se souvient de Jacques Chirac, qui, alors qu'il était en Nouvelle-Calédonie, avait prédit que ce gouvernement ne durerait pas deux ans. Dans le même ordre d'idée, je me souviens d'un numéro de *Paris Match*, du mois d'août 81, qui rassemblait sur une double page le point de vue des meilleurs économistes français, lesquels convergeaient sur un point au



Le Méridional, Marseille, le 9 juillet 1981.

moins : l'inflation, avec un gouvernement de gauche, serait au minimum supérieure à...20 % par an ! Cela veut dire que ceux qui avaient le pouvoir comme ceux qui étaient dans l'opposition partageaient peu ou prou le schéma d'une présence au pouvoir de la gauche pour un temps très limité.

GF: Il y a une autre chose qui m'a frappé et je ne sais pas si cette impression est juste. Vous déclinez le programme des "110 propositions " sur lesquelles François Mitterrand a été élu mais, en même temps, vous donnez l'impression, sujet par sujet, de vouloir tracer une frontière, de délimiter le point où il ne faut pas aller. Vous parlez de " rigueur budgétaire ", de la " lutte contre l'inflation ", de défense du franc ; vous cantonnez les nationalisations, vous excluez l'imposition de l'outil de travail dans l'impôt sur la fortune. On trouve beaucoup de traces d'une volonté de réalisme dès la déclaration de politique générale et pas seulement en 1982-1983.

PM: Oui. Et c'était délibéré. Je dois dire d'ailleurs que, depuis le congrès d'Epinay, j'étais -totalement- dans le mouvement mais j'avais toujours la volonté de marquer le seuil qu'il fallait surtout ne pas dépasser, faute de quoi on n'arriverait ni à gagner la bataille ni, si on la gagnait, à gouverner dans la durée. Cela m'avait bien souvent valu l'appellation, que certains peut-être prenaient comme une injure, de " socialdémocrate " français. Un social-démocrate qui a fait l'union de la gauche, c'était indispensable pour gagner, et qui a appliqué avec loyauté un programme, tout en mesurant qu'il fallait sans cesse le replacer dans une perspective aussi raisonnable que possible par rapport à tout ce que nous avions pu dire dans nos congrès et dans nos résolutions successives... Le socialisme français, en effet, s'était souvent laissé entraîner dans une dérive verbale gauchisante qui ne pouvait se concilier avec l'exercice du pouvoir.

GF: Sur l'union de la gauche justement, à la lecture du texte, ce qui frappe, notamment sur la partie internationale, c'est la grande netteté par rapport au PC.

PM: C'était des positions très arrêtées. François Mitterrand et moi ne pouvions pas concevoir d'être entraînés audelà du cadre de nos alliances traditionnelles. Ce n'est donc pas un hasard si, deux ans après, c'est sans aucune hésitation que nous avons soutenu l'installation des Pershing américains en Allemagne.

GF : Une autre question sur le PC : j'ai été frappé, au début du discours, dans cette partie très forte sur " les trois roses ", que celle à laquelle vous associez le PC ne soit pas celle de Jaurès et de la gauche mais celle de Jean Moulin et de la Résistance. Pourquoi ? Est-ce que cela veut dire que, pour vous, au fond, la légitimité profonde du PC puise sa source dans sa participation à la résistance ?

PM : Oui, sans doute. Politiquement, j'ai passé une grande partie de ma vie à mesurer comment le communisme avait été une fausse voie. Idéologiquement, je n'ai cessé de le condamner et d'essayer de convaincre de la supériorité du socialisme, de la liberté et de la responsabilité. Jaurès est naturellement un symbole que j'ai toujours associé au socialisme qui est le mien, celui qui s'est ouvert au congrès de Tours.

Par contre, je dois dire que j'étais un gosse pendant la guerre et que j'ai mesuré la contribution des communistes à la Résistance : c'est à cela que j'ai voulu faire allusion. Le communisme a fait beaucoup d'erreur, mais il a acquis une légitimité réelle dans la manière dont il s'est identifié à la cause française pendant la Résistance, par le combat et l'engagement authentique des militants communistes.

GF: Venons-en à "l'après 8 juillet". Après avoir pronon-



Libération, 10 juillet 1981; Le Figaro, 10 juillet 1981; Le Journal QRA, Lyon 9 juillet 1981; France-Soir, 10 juillet 1981. cé votre discours, est-ce que on tourne la page ou est-ce un texte de référence dans votre action gouvernementale? Quelle est l'importance en définitive d'une déclaration de politique générale pour un Premier ministre, à la fois par rapport au Parlement, par rapport à ses ministres, par rapport à l'opinion?

PM : C'est un discours qui a guidé mon action, de même que les "110 propositions " ont marqué les étapes de la vie de mon gouvernement. Autrement dit, je n'ai pas fait un discours et puis ensuite agi en fonction de l'opportunité des problèmes, je me suis efforcé de suivre un calendrier de réformes. Certains se sont demandés pourquoi j'ai relancé, en 1983 ou en 1984, un certain nombre de réformes qui n'avaient pas été faites : c'était tout simplement parce que j'ai tenu à appliquer strictement le programme qui avait été défini.

GF: Dernière question sur l'accueil de la presse. En me replongeant dans la presse du lendemain et du surlendemain, j'ai été frappé par les lectures totalement opposées, et donc totalement contradictoires, d'une partie de la presse de gauche et de la presse de droite.

PM: Ces réactions du premier jour ont perduré! J'ai été férocement attaqué sur ma droite parce que, finalement, on ne discutait pas des propositions qui étaient avancées, mais on combattait l'idée même d'avoir un gouvernement auquel participaient les communistes.

GF: Vous avez été attaqué sur votre gauche aussi. J'ai retrouvé quelques éditoriaux éloquents parus dans *Libération*...

PM: Ce qui est absolument extraordinaire, c'est que l'idée de la social-démocratie n'avait jamais été admise en France par une certaine gauche. Nous avons pu contribuer à réconcilier un certain nombre d'esprits en surchauffe avec une certaine idée de la réforme tranquille.

.....

Table des matières

Quand le social-démocrate affleure Gilles Finchelstein	3
Message au Parlement de François Mitterrand, Président de la République 8 juillet 1981	15
La déclaration de politique générale du Gouvernement 8 juillet 1981	21
Entre cadrage et débordement Thierry Pfister	75
L'état de grâce : de l'événement à l'image Fabrice d'Almeida	89
L'esprit de l'alternance Eric Perraudeau	105
Vingt ans après Entretien avec Pierre Mauroy	131

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

- 1995 n°1 La rénovation du parti travailliste en Grande-Bretagne.
 Tony Blair - Lewis Minkin (épuisé).
- **1996 n° 2 -** Voyage au coeur de l'Internationale socialiste (1992-1996). Pierre Mauroy *(épuisé)*.
 - **n° 3** Les fondamentalismes à l'aube du XXI ème siècle (I) Analyses régionales *(épuisé)*.
- **1997 n° 4 -** Les fondamentalismes à l'aube du XXI ème siècle (II) Perspectives d'action.
 - n° 5 L'électorat F.N.Entretien avec Pascal Perrineau et Pierre Martin.
 - n° 6 La social-démocratie dans l'Union européenne.
 Débat entre Alain Bergounioux et Marc Lazar.
- **1998 n° 7 -** La drogue : une approche globale pour une réponse efficace Table ronde internationale.

n° 8 - Réflexions pour la gauche du XXI ^{ème} siècle. Dominique Strauss-Kahn *(épuisé)*.

n° 9 - Éloge de la réforme -

Discours de Jean Jaurès au congrès de Toulouse en 1908.

Présenté par Alain Bergounioux.

Histoire et Mémoire.

1999 - n° 10 - Entretien avec François Hollande.

Itinéraire - Action - Convictions.

n° 11 - L'Europe vue du PSE.

Jean-François Vallin, présentation : Henri Nallet.

n° 12 - Entretien avec Pierre Moscovici.

Politique - Thématique - Chronologie.

n° 13 - Blair-Schröder.

Le texte du "manifeste". Les analyses critiques.

n° 14 - L'esprit clerc.

Émile Combes ou le chemin de croix du diable.

Marc Villemain - Histoire et Mémoire.

2000 - **n° 15** - Le socialisme moderne.

Lionel Jospin.

n° 16 - Les avenirs de l'Union européenne.

Quo vadis Europa?

Lionel Jospin - Jacques Delors - Joschka Fischer -

Dominique Strauss-Kahn - Giuliano Amato -

Hubert Védrine.

n° 17 - L'hyperpuissance américaine

Hubert Védrine.

2001 - n° 18 - Les socialistes et la défense Paul Quilès.

n° 19 - Plein emploi -

Les orientations du rapport de Jean Pisani-Ferry; les analyses de Henri Emmanuelli, Jean-Christophe Le Duigou, Nicole Notat et Marisol Touraine; la réponse de Jean Pisani-Ferry.

n° 20 - Globalisation, gouvernance, développement Un autre monde est possible, Tome 1 Jean-Louis Bianco Jean-Michel Sévérino

n° 21 - Histoire d'une fédération du Parti socialiste S.F.I.O.: la Fédération socialiste de l'Ain 1944-1969

Sandra Mériaudeau

Histoire et Mémoire.

Les Notes sur le Net

Nos lecteurs et nouveaux abonnés pourront trouver les numéros épuisés des *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, sur le site : www.jean-jaures.org



Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

Directeur de la publication : Gilles Finchelstein gf@jean-jaures.org
Rédacteur en chef : Laurent Cohen

cohen@jean-jaures.org

Maquette: Antonio Bellavita

Imprimerie : Robert Arts Graphiques